Unité - Travail - Progrès

RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN
ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

DGE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

PUBLICATION DE MARS 2026

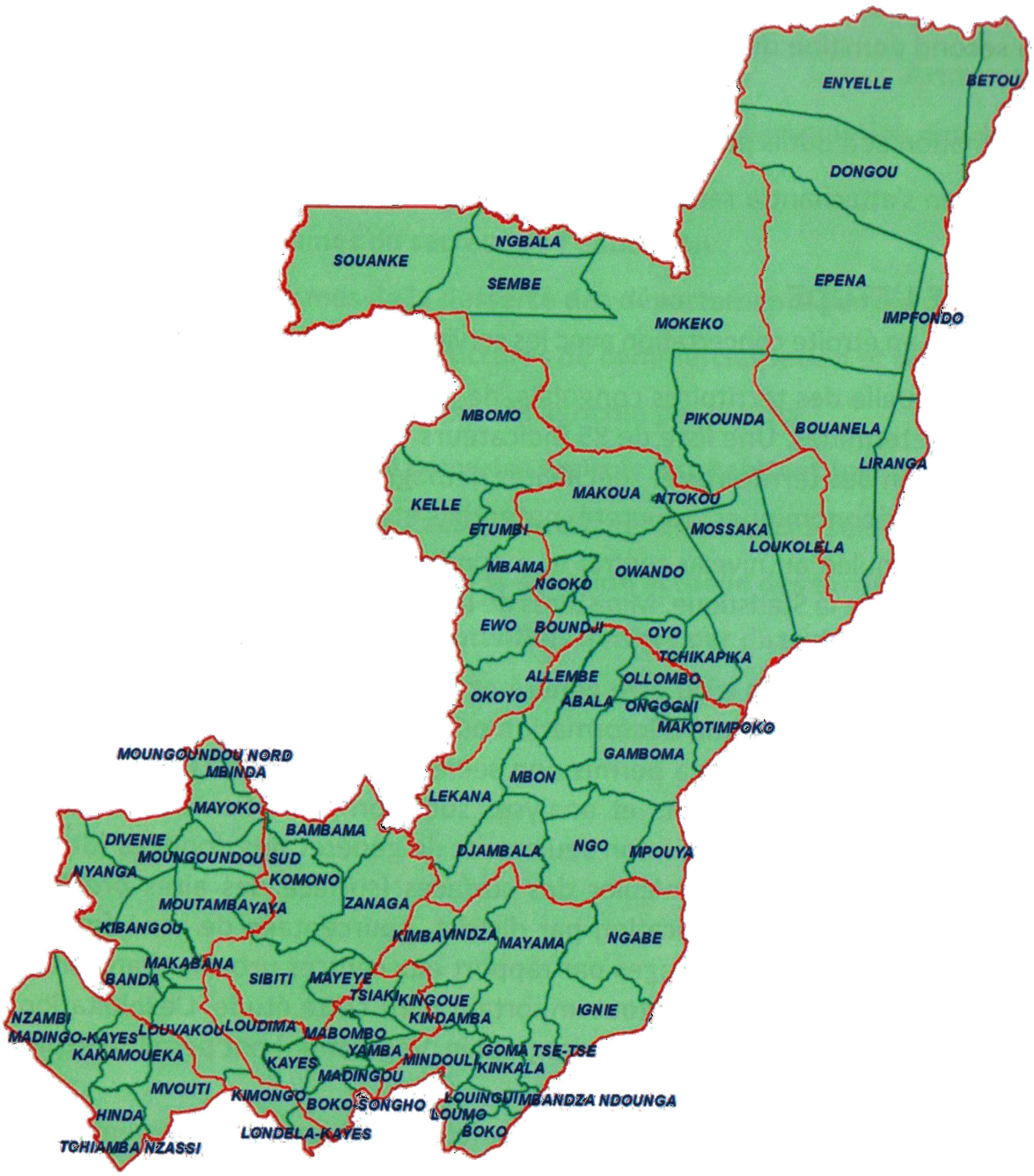

ENYELLE
BETOU
DONGOU
SOUANKE
NGBALA
SEMBE
EPENA
IMPFONDO
MOKEKO
MBOMO
PIKOUNDA
BOUANELA
LIRANGA
KELLE
MAKOUA
NTOKOU
ETUMBI
MOSSAKA
LOUKOLELA
MBAMA
OWANDO
NGOKO
EWO
BOUNDJI
OYO
TCHIKAPIKA
ALLEMBE
OLLOMBO
OKOYO
ABALA
ONGOGNI
MAKOTIMPOKO
GAMBOMA
MOUNGOUNDOU NORD
MBINDA
MBON
LEKANA
MAYOKO
BAMBAMA
DIVENIE
DJAMBALA
NGO
IMPOUYA
MOUNGOUNDOU SUD
NYANGA
KOMONO
MOUTAMBA
YAYA
ZANAGA
KIBANGOU
KIMBA
VINDZA
MAYAMA
NGABE
MAKABANA
BANDA
SIBITI
MAYEYE
TSIAKI
KINGOUE
KINDAMBA
IGNIE
NZAMBI
MADINGO-KAYES
LOUVAKOU
LOUDIMA
MABOMBO
KAKAMOUEKA
YAMBA
GOMA TSE-TSE
KAYES
MINDOULI
KINKALA
MADINGOU
MVOUTI
KIMONGO
BOKO SONGHO
LOUINGUI
MBANDZA NDOUNGA
HINDA
LOUMO
BOKO
LONDELA-KAYES
TCHIAMBA NZASSI

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES 6

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 8

PRÉFACE 9

AVANT-PROPOS 10

Aperçu général 11

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 12
1.1. Croissance mondiale 13
I.2. Inflation 14
I.3. Cours des matières premières 15
I.4. Politique monétaire 16
I.5. Taux de change euro-dollar 17

II. ÉCONOMIE NATIONALE 18
II.1. Secteur réel 19
II.1.1. Secteur primaire 19

II.1.1.1. Agriculture 19
a) Niveau de préparation du sol avant les opérations de planting 19
b) Superficies et plants exploités 19
c) Production 19
a) Ventes des produits agricoles 20
b) Chiffre d'affaires 20

II.1.1.2. Élevage 20
a) Effectifs des cheptels 20
b) Production avicole 21
c) Ventes du bétail et des produits avicoles 21
d) Chiffre d'affaires 21

II.1.1.3. Pêche 21
II.1.1.4. Exploitation forestière 22

II.1.2. Secteur secondaire 22
II.1.2.1. Extraction des hydrocarbures 22
1. Production pétrolière 22
2. Production de gaz naturel liquéfié 23

II.1.2.2. Industries de transformation de bois 23
1. Production 23
2. Exportations en volume 23
3. Exportations en valeur 24

II.1.2.3. Industries de boissons et tabacs 24
1. Production 24
2. Chiffre d'affaires 24

II.1.2.4. Industries alimentaires 25
1. Production 25
2. Chiffre d'affaires 25

II.1.2.5. Industries métalliques et mécaniques 26
1. Production 26
2. Chiffre d'affaires 26

II.1.2.6. Industries métallurgiques ***26***
1. Production *26*
II.1.2.7. Industries des minéraux non métalliques ***27***
1. Production *27*
2. Ventes en volume *27*
3. Chiffre d'affaires *27*
II.1.2.8. Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers) ***27***
1. Production *27*
2. Chiffre d'affaires *28*
II.1.2.9. Industrie de raffinage de pétrole ***28***
1. Achat de pétrole brut *28*
2. Production des produits pétroliers raffinés *28*
3. Ventes en volume des produits pétroliers raffinés *28*
1. Ventes en valeur des produits pétroliers raffinés *29*
II.1.2.10. Industries de production et distribution d'eau et d'électricité ***29***
II.1.2.11. Bâtiments et travaux publics ***30***

II.1.3. Secteur tertiaire **31**

II.1.3.1. Commerce ***31***
1. Commerce des produits alimentaires *31*
2. Commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers *31*
3. Commerce des véhicules *32*
4. Commerce des produits pharmaceutiques *32*
5. Commerce des autres produits *33*
II.1.3.2. Hôtels et restaurants ***33***
II.1.3.3. Transports et auxiliaires de transports ***34***
1. Transport aérien *34*
2. Transport ferroviaire *34*
a. Volume d'activité *34*
b) Chiffre d'affaires *34*
3. Transport maritime *35*
a) Volume d'activité *35*
b) Chiffre d'affaires *35*
4. Transport terrestre *35*
Chiffre d'affaires *35*
5. Transit *36*
Chiffre d'affaires *36*
II.1.3.4. Télécommunications ***36***
1. Trafic des télécommunications *36*
2. Chiffre d'affaires *36*
3. Tarifs par minute, sms et octet *36*
II.1.3.5. Banques, microfinances et assurances ***37***
1. Activités bancaires *37*
2. Activités des établissements de microfinances *37*
3. Activités des établissements d'assurances *37*
II.1.3.6. Autres services ***38***
1. Affranchissements courriers *38*
II.1.3.7. Activités parapétrolières ***38***

II.2. Effectifs employés et masse salariale **38**

II.2.1. Emplois **38**

II.2.2. Salaires **39**

II.3. Dynamique entrepreneuriale 39
II.3.1. Enregistrement des entreprises à l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE) 39
II.3.2. Enregistrement des entreprises à la Commission nationale des investissements (CNI) 39
II.4. Opinions des chefs d'entreprise 40
II.5. Réglementation des changes 41
II.6. Tendances des marchés des prix 42
II.7. Pluviométrie 42
II.8. Commerce extérieur 43
II.8.1. Exportations des principaux produits 43
II.8.2. Importations des principaux produits 43
II.8.3. Balance commerciale 44
II.9. Situation monétaire 44
II.9.1. Avoirs extérieurs nets 44
II.9.2. Crédit intérieur 44
II.9.2.1. Créances nettes sur l'Etat 44
II.9.2.2. Crédits à l'économie 44
II.9.3. Masse monétaire 44
II.10. Titres publics 45
II.11. Finances publiques 45
1. Recettes publiques 45
2. Dépenses publiques 46
II.11.1. Dépenses courantes 46
II.11.2. Dépenses en capital 46
1. Soldes budgétaires 46
II.12. Relations avec l'extérieur 46
ANNEXES 47

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1: Croissance mondiale (en %) 13
Tableau 2 : Inflation (en %) 14
Tableau 3: Superficies exploitées, nombre de plants en pépinières et enfouis 19
Tableau 4 : Variation (en %) de la production en tonne de quelques produits agricoles 20
Tableau 5 : Variation (en %) des ventes en volume des produits agricoles 20
Tableau 6 : Chiffre d'affaires de quelques produits agricoles 20
Tableau 7: Évolution des effectifs des cheptels 21
Tableau 8: Évolution de la production avicole 21
Tableau 9: Evolution des ventes du bétail et des produits avicoles 21
Tableau 10 : Chiffre d'affaires des ventes du bétail et des produits avicoles 21
Tableau 11: Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones 22
Tableau 12 : Production pétrolière (en millions de barils) 22
Tableau 13 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils) 23
Tableau 14 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA) 23
Tableau 15 : Évolution de la production et des exportations de GNL 23
Tableau 16 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes) 23
Tableau 17 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes) 24
Tableau 18 : Évolution des exportations en millions de FCFA 24
Tableau 19 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume) 24
Tableau 20 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA) 25
Tableau 21 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes) 25
Tableau 22 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA) 25
Tableau 23 : Évolution de la production en volume des industries métalliques et mécaniques 26
Tableau 24 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA) 26
Tableau 25 : Production des industries métallurgiques (en tonnes) 26
Tableau 26 : Évolution de la production en volume 27
Tableau 27 : Évolution des ventes (en tonnes) 27
Tableau 28 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA) 27
Tableau 29: Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume) 28
Tableau 30: Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA) 28
Tableau 31 : Évolution des achats de pétrole brut 28
Tableau 32 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques) 28
Tableau 33 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques) 29
Tableau 34 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA) 29
Tableau 35 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique 30
Tableau 36 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA) 31
Tableau 37: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA) 32
Tableau 38 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA) 32
Tableau 39 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA) 32
Tableau 40 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA) 33
Tableau 41 : Indicateurs des activités des hôtels 33
Tableau 42 : Évolution du trafic commercial aérien 34
Tableau 43 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire 34
Tableau 44: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA) 35
Tableau 45: Indicateurs du transport maritime 35

Tableau 46 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA) 35
Tableau 47: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit 36
Tableau 48: Évolution du trafic des télécommunications 36
Tableau 49 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA) 36
Tableau 50 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA) 37
Tableau 51 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA) 37
Tableau 52 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA) 37
Tableau 53 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA) 38
Tableau 54: Répartition du nombre d'entreprises enregistrées, des intentions d'investissements et d'emplois par secteur d'activités 39
Tableau 55 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées 41
Tableau 56 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA) 43
Tableau 57 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA) 44
Tableau 58 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA) 44
Tableau 59 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en fin de période) 45
Tableau 60 : Évolution des opérations financières de l'État (provisoire) 46
Tableau A1: Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre) 47
Tableau A2: Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA) 48
Tableau A3 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par secteur d'activités 49
Tableau A4 : Évolution de la réglementation des changes au quatrième trimestre 2025 49
Tableau A5 : Tendance des prix sur le marché 50

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril) 15
Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube) 15
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique) 15
Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique) 16
Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US 17
Graphique 6: Évolution du niveau de préparation du sol (en hectares) 19
Graphique 7: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes) 22
Graphique 8 : Évolution de la production d'eau potable (en 103 m3) 29
Graphique 9 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH) 29
Graphique 10 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA) 30
Graphique 11 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » 31
Graphique 12 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA) 31
Graphique 13: Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA) 33
Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements de courriers (en millions de FCFA) 38
Graphique 15 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA) 38
Graphique 16 : Répartition des effectifs des entreprises agréées par secteur d'activités 40
Graphique 17: Répartition des investissements des entreprises agréées par secteur d'activités 40
Graphique 18 : Répartition des emplois des entreprises agréées par secteur d'activités 40
Graphique 19 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre) 43
Graphique 20 : Montants annoncés des OTA et BTA 45

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et Statistique d'Afrique subsaharienne
ANAC	: Agence Nationale de l'Aviation civile
ARPCE	: Autorité de Régulation des Postes et Communications électroniques
BAD	: Banque africaine de Développement
BEAC	: Banque des États de l'Afrique centrale
BIT	: Bureau international du Travail
BM	: Banque mondiale
BTA	: Bon du Trésor Assimilable
BTP	: Bâtiments et Travaux publics
BZV	: Brazzaville
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo-Océan
CNI	: Commission nationale des investissements
COBAC	: Commission bancaire de l'Afrique centrale
DGB	: Direction générale du Budget
DGDDI	: Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE	: Direction générale de l'Économie
DRN	: Direction des ressources naturelles
E²C	: Énergie électrique du Congo
FCFA	: Franc de la Coopération financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on Board
GWh	: Giga Watt heure
IARD	: Incendie, Accident et Risques divers
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économiques
OIT	: Organisation internationale du Travail
OTA	: Obligation du Trésor Assimilable
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PEM	: Perspectives de l'Économie mondiale
PIB	: Produit intérieur brut
SCPFE	: Société de contrôle de produits forestiers à l'exportation

PRÉFACE



Le ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régional a effectué à travers la Direction générale de l'Économie le suivi de l'évolution des indicateurs de conjoncture économique au quatrième trimestre 2025. Ce suivi conjoncturel intervient dans un contexte caractérisé, d'une part, au niveau international, par des tensions géopolitiques persistantes et des guerres commerciales, favorisant un climat d'incertitude économique qui pèse sur l'activité économique mondiale et, d'autre part, au niveau national par l'élaboration et l'adoption de la loi de finances 2026, ainsi que le retour de l'économie congolaise sur le marché financier international après une longue absence.

La note de conjoncture, en tant qu'outil d'aide à la décision, constitue un instrument essentiel pour éclairer les autorités publiques, les partenaires au développement ainsi que les investisseurs nationaux et étrangers dans les choix économiques. Par ailleurs, elle contribue à l'évaluation de la mise en œuvre des programmes socioéconomiques du Gouvernement à l'instar du plan national de développement PND (2022-2026), qui fait actuellement l'objet d'une évaluation.

La présente note analyse l'évolution des activités économiques des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au cours du quatrième trimestre 2025, comparativement à celle enregistrée à la même période une année plus tôt, tout en mettant en évidence les tendances observées dans les branches d'activités de ces secteurs.

Il ressort de cette analyse une conjoncture économique globalement favorable, soutenue principalement par : (i) les performances agricoles et de l'exploitation forestière dans le secteur primaire ; (ii) la bonne orientation de la production dans les industries brassicoles, chimiques, cimentières, d'extraction des hydrocarbures et de raffinage du pétrole au sein du secteur secondaire et, (iii) la hausse des activités commerciale, bancaire et des télécommunications dans le secteur tertiaire.

Deux faits saillants sont mis en exergue par cette note : (i) la reprise de la production des produits pétroliers raffinés après trois trimestres consécutifs de baisse et, (ii) la reprise de la production des grumes au quatrième trimestre 2025.

Je tiens à réitérer mes sincères remerciements à l'endroit des chefs d'entreprise, des institutions financières, des administrations publiques ainsi que de l'ensemble des acteurs du secteur privé, pour leur collaboration et les facilités accordées tout au long du processus de collecte des données conduit par les agents de la Direction générale de l'Économie.

J'ose espérer que cette nouvelle édition répondra aux besoins actuels de chacun, tout en demeurant un outil efficace d'aide à la prise de décisions.

Ministre de l'Économie, du Plan et de L'Intégration régionale

Ludovic NGATSE

AVANT-PROPOS



La Direction générale de l'Économie est un organe technique qui assiste le ministre en charge de l'économie, entre autres, dans le suivi de l'activité économique nationale, conformément aux dispositions du décret n° 2019-90 du 9 avril 2019, portant organisation et attributions de cette direction. À cet effet, elle publie régulièrement la note de conjoncture économique pour informer les utilisateurs des statistiques officielles, en particulier le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires au développement, sur l'évolution de l'activité économique. Les informations apportées par la note éclairent les utilisateurs pour la prise de décisions économiques idoines et l'appréciation à court terme des résultats issus de certains programmes socioéconomiques mis en œuvre.

La présente note de conjoncture est structurée en deux parties, à savoir : (i) l'environnement international, qui aborde dans cet ordre, la croissance et l'inflation au niveau mondial, régional et sous régional ; l'évolution des cours de matières premières exportées par la République du Congo ; la politique monétaire édictée par les pays avancés et les pays émergents et pays en développement ; le taux de change euro-dollar US ; (ii) l'économie nationale, qui examine le secteur réel ; les prix de certains produits agricoles, alimentaires et de transports ; l'emploi ; la dynamique entrepreneuriale ; les échanges extérieurs ; la situation monétaire ; le marché financier et les relations avec l'extérieur.

Les données ayant permis d'élaborer ce document, sont issues de l'enquête réalisée auprès des entreprises privées et publiques ainsi que des administrations publiques, en janvier 2026. Elles ont été consolidées par les informations issues des différentes structures productrices des statistiques officielles, notamment la Banque des États de l'Afrique centrale, la Direction générale des douanes et des droits indirects, la Direction générale des recettes des ressources naturelles, l'Institut national de la statistique, l'Agence nationale de l'aviation civile et la Direction générale du Trésor.

C'est ici l'occasion d'exprimer notre reconnaissance à l'endroit des institutions financières et de toutes les compétences qui ont accepté de collaborer à l'élaboration de ce document.

La Direction générale de l'Économie reste ouverte à toutes les observations et suggestions susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions.

Directeur général de l'économie

Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

APERÇU GÉNÉRAL

Au quatrième trimestre 2025, la conjoncture internationale a été caractérisée par une stabilité des activités économiques des pays avancés et par la résilience des économies émergentes, qui sont parvenues à maintenir une dynamique positive en dépit d'un environnement international marqué par des incertitudes persistantes et des chocs économiques.

Les tensions inflationnistes se sont atténuées au quatrième trimestre 2025, tant dans les économies avancées que dans les pays émergents et pays en développement, en comparaison avec le trimestre précédent, sous l'effet conjugué du fléchissement de la demande globale et du repli des cours de l'énergie.

Au quatrième trimestre 2025, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'Économie ont enregistré une hausse, à l'exception du Brent et des grumes, dont les prix ont connu un repli.

Dans l'ensemble, la conjoncture de l'économie nationale au quatrième trimestre 2025 a été favorable dans le secteur primaire, tandis qu'elle est restée contrastée dans les secteurs secondaire et tertiaire.

La conjoncture du secteur primaire a été favorable, portée par une progression de la production des branches « Agriculture », « Élevage », « Pêche » et « exploitation forestière ».

Au quatrième trimestre 2025, la conjoncture dans le secteur secondaire a été mitigée, marquée d'une part, par la bonne orientation de la production dans les industries de distribution d'eau et d'électricité, d'extraction des hydrocarbures, du raffinage de pétrole, ainsi que dans les industries brassicoles, cimentières, chimiques, mécaniques, métalliques et dans la branche des bâtiments et travaux publics et, d'autre part, par le recul de la production dans les industries alimentaires, de transformation du bois et métallurgiques.

Le secteur tertiaire a présenté une conjoncture contrastée au quatrième trimestre 2025, en ce sens que les sous-branches « Restaurants et hôtels », le « Commerce », les « Banques », les « Télécommunications » et les « Parapétroliers » ont connu un regain d'activités, tandis que les transports, notamment le transport terrestre a enregistré une baisse.

Le solde de la balance commerciale est ressorti excédentaire au quatrième trimestre 2025, en amenuisement par rapport au quatrième trimestre 2024.

Au 31 décembre 2025, en glissement annuel, l'évolution des principaux agrégats monétaires et du crédit met en évidence une consolidation des avoirs extérieurs nets, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Au quatrième trimestre 2025, la situation provisoire des finances de l'État s'est détériorée par rapport à la même période de l'année précédente, entrainant une atténuation du solde budgétaire primaire et un retournement négatif du solde budgétaire global, base engagement.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'analyse de l'environnement international porte sur les éléments qui permettent d'apprécier l'évolution de l'activité économique au niveau mondial. Il s'agit de la croissance économique, de l'inflation, des cours des matières premières exportées par la République du Congo, de la politique monétaire et du taux de change euro-dollar.

1.1. Croissance mondiale

Au quatrième trimestre 2025, la croissance mondiale est restée favorable, soutenue par la stabilité des économies avancées et par la capacité des pays émergents à maintenir leur croissance malgré les incertitudes et les chocs économiques mondiaux.

Dans les pays avancés, l'activité économique est restée positive, portée notamment par le dynamisme du secteur privé aux États-Unis et par une production stable dans les autres économies avancées, malgré des incertitudes économiques persistantes.

Dans la zone euro, la croissance économique s'est maintenue au quatrième trimestre 2025 avec une hausse de 0,3% du PIB par rapport au trimestre précédent, confirmant la résilience de l'activité malgré un contexte difficile. Toutefois, cette évolution masque des disparités entre les États membres. En Allemagne, le PIB a progressé de 0,3% au quatrième trimestre 2025 après avoir enregistré une stagnation au troisième trimestre 2025, du fait de l'augmentation des dépenses de consommation privées et publiques. En France, en revanche, la croissance a ralenti, revenant de 0,5% au troisième trimestre 2025 à 0,2% au quatrième trimestre 2025.

Au Canada, le PIB réel a baissé, passant d'une croissance de 0,6% au troisième trimestre 2025 à une contraction de 0,1% au quatrième trimestre 2025.

En perspective, la croissance mondiale s'établirait à 3,3% en 2026, portée notamment par les investissements dans l'intelligence artificielle et les technologies numériques, qui stimulent la productivité et l'innovation, ainsi que par des conditions financières favorables et la capacité d'adaptation du secteur privé.

Dans les pays avancés, la croissance devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 1,7 % en 2026, soit un gain de 0,1 point de pourcentage. Aux États-Unis, l'activité économique progresserait à 2,4 % en 2026, contre 2,1 % en 2025, portée par une politique budgétaire expansionniste et la baisse du taux directeur, dans un contexte de dissipation progressive des effets liés au renforcement des barrières commerciales.

Dans la zone euro, la croissance devrait ralentir, atteignant 1,3% en 2026, après avoir été de 1,4% en 2025, en raison de la persistance des conditions structurelles défavorables. En France, le PIB réel devrait progresser de 0,2 point, pour s'établir à 1,0% en 2026 contre 0,8% en 2025, soutenu par la hausse de la consommation des ménages, l'investissement privé et la contribution positive du commerce extérieur. En Allemagne, l'activité économique devrait s'accélérer en 2026, avec une croissance du PIB de 1,1%, après avoir été de 0,2% en 2025, portée notamment par l'assouplissement budgétaire et l'augmentation significative des dépenses publiques dans les infrastructures, la défense et d'autres investissements.

Au Japon, la croissance devrait baisser, passant de 1,1% en 2025 à 0,7% en 2026. Au Royaume-Uni, le taux de croissance du PIB réel devrait légèrement ralentir pour s'établir à 1,3 % en 2026, contre 1,4% en 2025. Au Canada, la croissance du PIB réel devrait rester stable, se maintenant à 1,6% en 2026.

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)

	T3-25	T4-25	2024	2025	2026	2027
Monde	**-**	**-**	**3,3**	**3,3**	**3,3**	**3,2**
Pays avancés	**-**	**-**	**1,8**	**1,7**	**1,8**	**1,7**
États-Unis	1,1	-	2,8	2,1	2,4	2,0
Zone euro	0,3	0,3	0,9	1,4	1,3	1,4
Allemagne	0,0	0,3	-0,5	0,2	1,1	1,5
France	0,5	0,2	1,1	0,8	1,0	1,2
Japon	-0,6	-	-0,2	1,1	0,7	0,6
Royaume-Uni	0,1	-	1,1	1,4	1,3	1,5
Canada	0,6	-0,1	2,0	1,6	1,6	1,9
Pays émergents et pays en développement	**-**	**-**	**4,3**	**4,4**	**4,2**	**4,1**
Chine	1,1	1,2	5,0	5,0	4,5	4,0
Inde		-	6,5	7,3	6,4	6,4
Brésil	0,1	-	3,4	2,5	1,6	2,3
Afrique subsaharienne	-	-	4,1	4,4	4,6	4,6
Nigéria	-	-	4,1	4,2	4,4	4,1
Afrique du Sud	-	-	0,5	1,3	1,4	1,5
CEMAC	-	-	3,0	2,8	3,3	

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et pays en développement, notamment en Chine, la croissance s'est légèrement accélérée, passant de 1,1% au troisième trimestre 2025 à 1,2% au quatrième trimestre 2025, soutenue principalement par la hausse de l'investissement privé.

En perspective, la croissance du PIB réel dans les pays émergents et pays en développement devrait ralentir de 0,2 point de pourcentage, pour s'établir à 4,2 % en 2026. Ce ralentissement résulterait d'un fléchissement de la croissance dans plusieurs grandes économies

émergentes, des conditions commerciales et d'investissement moins favorables, ainsi que des pressions sur la demande intérieure.

En Chine, l'activité économique devrait ralentir en 2026, avec une croissance du PIB de 4,5%, après avoir été de 5,0% en 2025, en rapport avec la faiblesse de la demande intérieure et la baisse des exportations.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 4,6% en 2026, soutenue par la stabilisation macroéconomique, la mise en œuvre de réformes économiques et la reprise de l'activité dans certaines grandes économies de la région. Dans ce contexte, la croissance au Nigéria devrait progresser pour s'établir à 4,4% en 2026, tandis qu'en Afrique du Sud, elle resterait plus modérée, à 1,4% contre 1,3% en 2025.

Dans la zone CEMAC, le taux de croissance du PIB réel devrait progresser pour atteindre 3,3% en 2026, contre 2,8% en 2025.

I.2. Inflation

Au quatrième trimestre 2025, les tensions inflationnistes se sont décélérées dans les pays avancés et dans les pays émergents et en développement comparativement au troisième trimestre de la même année, en rapport avec le ralentissement de la demande et la baisse des prix de l'énergie.

Dans les pays avancés, les tensions inflationnistes se sont décélérées au quatrième trimestre 2025 comparativement au troisième trimestre 2025. Aux États-Unis, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% au quatrième trimestre 2025, contre 0,7% au troisième trimestre 2025. Dans la zone euro, l'inflation a légèrement décéléré pour ressortir à 0,2% au quatrième trimestre 2025, après avoir été de 0,3% au trimestre précédent. En Allemagne, le taux d'inflation s'est établi à 0,4% au quatrième trimestre 2025, contre 0,5% au troisième trimestre 2025. En France, le taux d'inflation est passé de 0,4% au troisième trimestre 2025 à -0,5% au quatrième trimestre 2025. Au Royaume-Uni, il s'est établi à 0,6% comme au trimestre précédent. Au Canada, l'inflation a décéléré, revenant de 0,5% au troisième trimestre 2025 à 0,2% au quatrième trimestre 2025.

En perspective, l'inflation mondiale devrait refluer à 3,8% en 2026, après avoir été de 4,1% en 2025. Dans les pays avancés, l'inflation devrait ralentir pour s'établir à 2,2% en 2026, contre 2,5% en 2025. Aux États-Unis, elle se fixerait à 2,4% en 2026, contre 2,7% en 2025. Dans la zone euro, l'inflation fléchirait, passant de 2,1% en 2025 à 1,9% en 2026. Au Japon, elle décélérerait pour se fixer à 2,1% en 2026, contre 3,3% en 2025. Au Royaume-Uni, l'inflation fléchirait à 2,5% en 2026 contre 3,4% en 2025, en raison de la baisse des prix de l'alimentation et des produits de base. Au Canada, elle se fixerait à 2,0% comme en 2025.

Tableau 2 : Inflation (en %)

	T3-25	T4-25	2025	2026
Monde	-	-	**4,1**	**3,8**
Pays avancés	-	-	**2,5**	**2,2**
États-Unis	0,7	0,9	2,7	2,4
Zone euro	0,3	0,2	2,1	1,9
Allemagne	0,5	0,4	2,1	1,8
France	0,4	-0,5	1,1	1,5
Japon	-	-	3,3	2,1
Royaume-Uni	0,6	0,6	3,4	2,5
Canada	0,5	0,2	2,0	2,0
Pays émergents et pays en développement	-	-	**5,2**	**4,8**
Chine	0,4	0,3	0,0	0,7
Inde	1,9	0,7	2,8	4,0
Brésil	0,6	0,6	5,2	4,0
Afrique subsaharienne	-	-	13,1	10,9
Nigéria	-	-	23,0	22,0
Afrique du Sud	-	-	3,4	3,7
CEMAC	-	-	3,3	3,2

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et pays en développement, les tensions inflationnistes ont fléchi dans l'ensemble. En Chine, le taux d'inflation s'est établi à 0,3% au quatrième trimestre 2025, après avoir été de 0,4% au troisième trimestre 2025. En Inde, l'inflation est ressortie à 0,7% au quatrième trimestre 2025, alors qu'il était de 1,9% au troisième trimestre 2025. Au Brésil, elle est ressortie à 0,6% au quatrième trimestre 2025 comme au trimestre précédent.

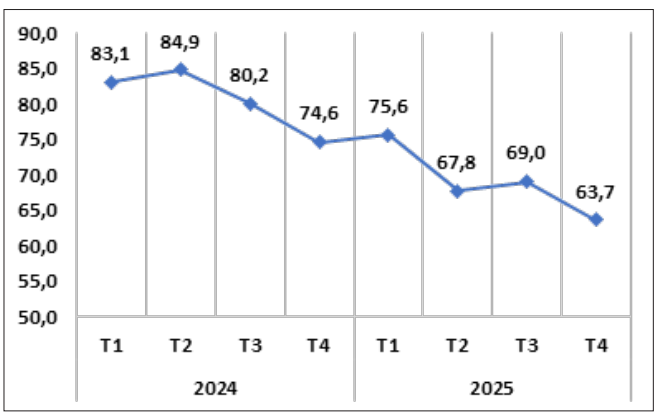
En perspective, l'inflation décélérerait dans les pays émergents et pays en développement pour s'établir à 4,8% en 2026, contre 5,2% en 2025. En Chine, l'inflation s'accélérerait pour se fixer à 0,7% en 2026, après avoir affiché un taux nul en 2025. En Inde, l'inflation devrait s'accélérer pour ressortir à 4,0% en 2026, contre 2,8% en 2025. Au Brésil, elle fléchirait pour s'établir à 4,0% en 2026, contre 5,2% en 2025.

En Afrique subsaharienne, l'inflation devrait fléchir, revenant de 13,1% en 2025 à 10,9% en 2026, en raison de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que du durcissement des politiques monétaires. Au Nigéria, elle devrait s'établir à 22,0% en 2026, contre 23,0% en 2025. En Afrique du Sud, l'inflation devrait s'accélérer, passant de 3,4% en 2025 à 3,7% en 2026. Dans la zone CEMAC, l'inflation se situerait au-dessus du seuil communautaire (3%), pour ressortir à 3,2% en 2026, contre 3,3% en 2025.

I.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2025, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'économie ont enregistré une hausse, à l'exception des cours du Brent et des grumes. Le cours international du Brent a régressé de 14,7% pour s'établir à 63,7 dollars US le baril au quatrième trimestre 2025, contre 74,6 dollars US le baril au quatrième trimestre 2024. Cette baisse s'explique par des tensions en matière de politique commerciale et de l'excédent de l'offre de pétrole brut sur le marché international.

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril)

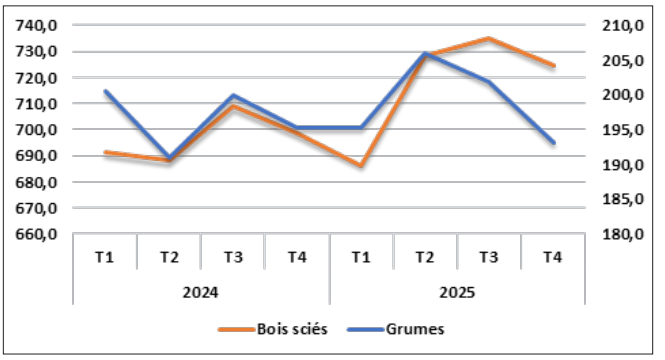


Source : Banque mondiale

En 2026, le prix international du pétrole baisserait de 1,4% pour se fixer à 60,0 dollars US le baril contre 69,0 dollars US le baril en 2025, sous l'effet de l'atonie de la demande mondiale et du dynamisme de l'offre.

Au quatrième trimestre 2025, les cours des bois (grumes et débités) ont connu une évolution contrastée. En effet, les bois grumes ont vu leurs cours s'effriter tandis que les bois débités ont renchéri. Le prix des grumes s'est établi à 193,1 dollars US le mètre cube au quatrième trimestre 2025, après avoir été de 195,4 dollars US le mètre cube au quatrième trimestre 2024, soit une baisse de 1,1% en glissement annuel. Cette baisse est imputable à une contraction brutale de la demande mondiale, notamment chinoise. Dans la même période, le cours des bois débités s'est fixé à 724,2 dollars US le mètre cube contre 698,5 dollars US le mètre cube, en progression de 3,7% en glissement annuel. La hausse du cours des bois débités au quatrième trimestre 2025 s'explique principalement par une pression fiscale accrue, des restrictions commerciales internationales et une réduction structurelle de l'offre sur certains marchés clés.

Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)

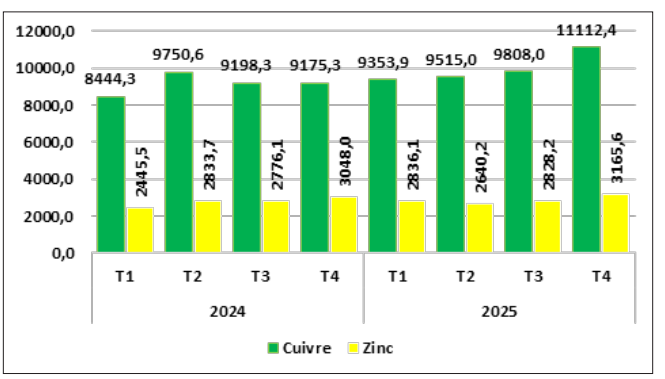


Source : Banque mondiale

En perspective, les cours des bois auraient une tendance haussière sur l'ensemble de l'année 2026. Le cours moyen des grumes s'afficherait à 200,0 dollars US le mètre cube, contre 199,1 dollars US le mètre cube en 2025, soit une progression de 0,5%. Dans le même temps, le cours moyen de bois débités croîtrait de 0,2%, pour s'établir à 720,0 dollars US le mètre cube en 2025, après avoir été de 718,4 dollars US le mètre cube en 2025.

Les cours du cuivre et du zinc ont enregistré une hausse au quatrième trimestre 2025, en lien avec l'augmentation de la demande, soutenue par de forts investissements réalisés dans les énergies renouvelables et les infrastructures associées dans les principales économies, en particulier en Chine. En effet, les cours du cuivre et du zinc ont progressé respectivement de 21,1% et 3,9% en glissement annuel pour s'établir à 11 112,4 dollars US et à 3 165,5 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2025, contre 9 175,3 dollars US et 3 048,0 dollars US la tonne métrique à la même période de l'année précédente.

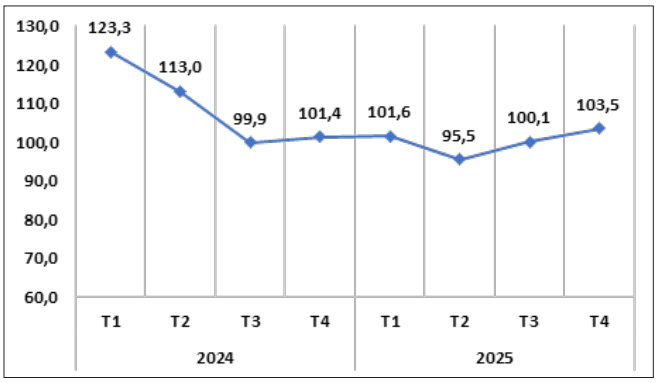
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

Le cours du fer s'est établi à 103,5 dollars US la tonne métrique au quatrième trimestre 2025, après avoir été de 101,4 dollars US la tonne métrique au même trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 2,1%.

Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

Comparativement à 2025, les cours du cuivre, du zinc et du fer afficheraient une tendance baissière en 2026, en raison d'une activité économique mondiale atone. En effet, le cours du cuivre devrait se contracter de 2,5% pour s'établir à 9 700,0 dollars US la tonne métrique en 2026, contre 9 947,0 dollars US la tonne métrique en 2025. Celui du zinc devrait baisser de 2,4% en 2026 pour se fixer à 2 800,0 dollars US la tonne métrique en 2026, après avoir été de 2 868,0 dollars US la tonne métrique en 2025. Le cours du fer devrait reculer de 2,2%, revenant de 100,2 dollars US la tonne métrique en 2025 à 98,0 dollars US la tonne métrique en 2026.

I.4. Politique monétaire

Au quatrième trimestre 2025, la plupart des banques centrales, tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes, ont poursuivi une politique monétaire expansionniste, en raison de la diminution continue des pressions inflationnistes et de l'incertitude économique.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale (Fed), à l'issue de sa réunion du 29 octobre 2025, a décidé d'abaisser de 0,25 point de pourcentage la fourchette cible de ses taux directeurs, désormais fixée entre 3,75% et 4,00%. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une progression modérée de l'activité économique et une reprise des tensions inflationnistes.

Dans la zone euro, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, lors de sa réunion du 30 octobre 2025, de laisser inchangés ses trois taux directeurs. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt demeure à 2,00%, celui des opérations principales de refinancement à 2,15%, et celui de la facilité de prêt marginal à 2,40%.

Au Canada, le Conseil de la Banque du Canada (BdC), réuni le 29 octobre 2025, a décidé d'abaisser de 25 points de base le taux cible du financement à un jour, le ramenant à 2,25%. Le taux officiel d'escompte est désormais fixé à 2,50%, tandis que le taux de rémunération des dépôts s'établit à 2,20%. Cette décision s'inscrit dans un contexte de contraction de l'économie canadienne, affectée par les mesures commerciales américaines et par un climat d'incertitude économique persistante.

La Banque du Japon (BoJ), à l'issue de la réunion de son Comité de politique monétaire tenue les 29 et 30 octobre 2025, a décidé de maintenir inchangé, pour la cinquième fois consécutive, son taux au jour le jour sur le marché interbancaire, à 0,50%, et ce malgré la persistance de l'inflation. Cette décision reflète la prudence de l'institution face aux incertitudes économiques internes ainsi que sa volonté de s'assurer que la dynamique de hausse des salaires soit à la fois suffisante et durable.

Au Royaume-Uni, le Comité de politique monétaire de la Bank of England (BoE), réuni le 5 novembre 2025, a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 4,00%. Cette décision traduit la volonté de l'institution de s'assurer que l'inflation s'inscrive durablement sur une trajectoire convergente vers l'objectif de 2%.

Dans les pays émergents, la Banque populaire de Chine (PBoC) a décidé, le 20 octobre 2025, de maintenir inchangés ses taux directeurs pour le cinquième mois consécutif, les conservant à des niveaux historiquement bas. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an reste fixé à 3,0%, tandis que celui à cinq ans demeure à 3,5%.

En Inde, le comité de politique monétaire de la Reserve Bank of India (RBI), réuni les 3 et 5 décembre 2025, a décidé de réduire son taux directeur (repo rate) de 25 points de base, le ramenant à 5,25%. Cette mesure, motivée par une inflation modérée et une demande intérieure soutenue, vise à stimuler l'économie malgré la dépréciation de la roupie.

Au Brésil, le Comité de politique monétaire (Copom) a décidé lors de la réunion du 5 novembre 2025, de maintenir inchangé son taux directeur Selic à 15,0% par an, conservant ainsi une politique monétaire très restrictive face aux pressions inflationnistes persistantes et aux incertitudes économiques.

En Russie, la Banque de Russie, lors de sa réunion du 16 décembre 2025 a décidé de réduire le taux directeur de 50 points de base, à 16%.

En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont entamé l'assouplissement de leurs politiques monétaires.

Au Nigéria, la *Central Bank of Nigeria* (CBN), à l'issue de sa réunion du 23 septembre 2025, a décidé d'abaisser son principal taux directeur de 50 points de base, le ramenant à 27,00%. Cette mesure vise à soutenir la relance de l'activité économique, dans un contexte marqué par une désinflation soutenue observée ces

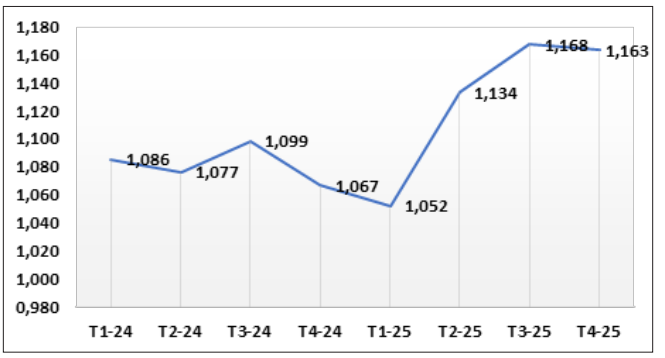
derniers mois. Par ailleurs, le Comité a pris les décisions suivantes : i) d'ajuster le corridor, passant de + 500/- 100 à +250/-250 points de base autour du Monetary Policy Rate ; ii) de réduire le coefficient de réserves obligatoires (cash reserve requirement ou CRR) à 45,0% ; iii) d'introduire un CRR de 75% sur les dépôts du secteur public pour une gestion améliorée des liquidités ; et iv) de laisser inchangé le ratio de liquidité à 30,0%.

En Afrique du Sud, la *South African Reserve Bank* (SARB) a annoncé, le 20 novembre 2025, la baisse de son taux directeur de 25 points de base à 6,75%, en raison de l'amélioration des perspectives d'inflation, désormais ciblée à 3,0% à moyen terme.

I.5. Taux de change euro-dollar

Au quatrième trimestre 2025, le taux de change euro-dollar s'est apprécié de 9,0% en glissement annuel, passant de 1,064 au quatrième trimestre 2024 à 1,163 un an plus tard. En revanche, en variation trimestrielle, il a enregistré une légère dépréciation de 0,4%.

Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US



Source : BCE

II. ÉCONOMIE NATIONALE

Dans cette partie traitant de l'économie nationale, l'analyse porte essentiellement sur le secteur productif, les tendances des marchés des prix des produits de première nécessité et de transport, le commerce extérieur, la situation monétaire et le marché financier. L'évolution de la conjoncture est appréciée en glissement annuel, en comparant les réalisations du quatrième trimestre 2025 à celles du quatrième trimestre 2024.

II.1. Secteur réel

Au quatrième trimestre 2025, la conjoncture dans le secteur réel a été favorable dans le secteur primaire, tandis qu'elle est restée mitigée dans les secteurs secondaire et tertiaire.

II.1.1. Secteur primaire

L'évolution de la conjoncture dans le secteur primaire a été favorable, portée par une augmentation de la production des branches « Agriculture », « Élevage », « Pêche » et « Exploitation forestière ».

II.1.1.1. Agriculture

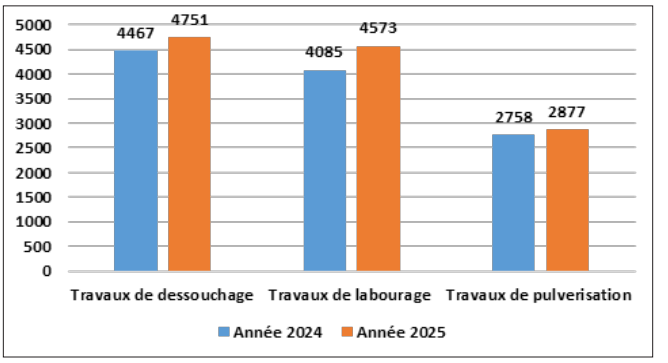
L'analyse de la conjoncture dans la branche « Agriculture » repose sur des données annuelles. Elle s'appuie sur l'examen des superficies plantées, du nombre de plants traités, du volume de production ainsi que du chiffre d'affaires réalisé, à partir d'un échantillon de producteurs agricoles, comprenant des entreprises et des coopératives.

a) Niveau de préparation du sol avant les opérations de planting

En 2025, les activités de préparation du sol ont enregistré une progression par rapport à 2024. Les superficies dessouchées ont atteint 4 751 hectares, contre 4 467 hectares l'année précédente. De même, les superficies labourées se sont établies à 4 573 hectares en 2025, contre 4 085 hectares en 2024 et les superficies pulvérisées ont progressé à 2 877 hectares, contre 2 758 hectares un an plus tôt.

Ces résultats s'expliquent en grande partie par la mise en service, en 2024, du Centre d'Exploitation des Machines Agricoles (CEMA), qui a permis de faciliter l'accès des exploitants à des machines et équipements agricoles à des coûts abordables, contribuant ainsi à l'amélioration des performances du secteur.

Graphique 6: Évolution du niveau de préparation du sol (en hectares)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

b) Superficies et plants exploités

Les résultats issus de l'analyse des données collectées auprès d'un échantillon de coopératives et entreprises agricoles ont ressorti une progression des superficies et du nombre de plants exploités. En effet, les superficies exploitées sont passées de 5 881 hectares en 2024 à 6 129 hectares en 2025, soit une hausse de 4,2%. S'agissant des plants exploités, le nombre de plants en pépinière a légèrement augmenté de 9,8%, passant de 4 666 601 plants en 2024 à 5 121 600 plants en 2025.

Par ailleurs, les plants enfouis ont enregistré une progression de 3,4%, passant de 14 994 451 plants en 2024 à 15 501 377 plants en 2025.

Ces performances s'expliquent principalement par l'accroissement de la main-d'œuvre mobilisée dans le secteur en 2025, ainsi que par l'impact favorable de la mise en service du Centre d'Exploitation des Machines Agricoles (CEMA), qui a permis de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des producteurs.

Tableau 3: Superficies exploitées, nombre de plants en pépinières et enfouis

Libellées	2024	2025	Variations (en %)
Superficie (en hectares)	5 881	6 129	4,2
Plants en pépinière (en nombre)	4 666 601	5 121 600	9,8
Plants enfouis (en nombre)	14 994 451	15 501 377	3,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

c) Production

Augmentation de la production agricole… La production en volume des entreprises et coopératives enquêtées a progressé de 4,7% en 2025 par rapport à 2024. Cette progression est principalement portée par l'augmentation des volumes des produits ; de maïs (+5 %),

de manioc (+5,1 %), de banane (+3,7 %), de pastèques (+4,9 %) et d'arachides (+4,3 %).

Outre des facteurs précédemment évoqués, les performances du secteur s'expliquent également par les effets conjugués de plusieurs programmes structurants. Il s'agit notamment du Projet Agriculture, Jeunes et Entrepreneuriat (PAJE), qui favorise l'insertion des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaires ; du Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles (PRODIVAC), orienté vers la diversification de l'économie et la promotion de l'entrepreneuriat agricole ; ainsi que du Projet d'Appui au Développement des Entreprises et à la Compétitivité (PADEC), qui vise à stimuler et renforcer les petites et moyennes entreprises, afin d'améliorer leur performance dans le secteur agricole.

À cela s'ajoute la mise en œuvre de la politique de développement des Zones Agricoles Protégées (ZAP) par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, contribuant également au renforcement de la dynamique du secteur.

Tableau 4 : Variation (en %) de la production en tonne de quelques produits agricoles

Produits agricoles	Variations (en %) 2025/2024
Maïs	5,0
Tubercules de manioc	5,1
Banane	3,7
Pomme de terre	-2,1
Pastèques	4,9
Arachide	4,3
Aubergine	2,3
Choux, carotte, tomate	5,0
Ciboule, persil, céleri, amarante, poivrons…	10,3
Plantes (moringa, ricin)	-5,0
Ensemble	**4,7**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

a) Ventes des produits agricoles

En 2025, les exploitants agricoles ont enregistré une progression de 3,6% de leurs ventes en volume par rapport à 2024. Cette performance s'explique principalement par la dynamique des ventes de maïs (+5,2 %), de manioc (+5,0 %), de bananes (+5,1 %) et de pastèques (+3,2 %).

Tableau 5 : Variation (en %) des ventes en volume des produits agricoles

Produits agricoles	Variation (en %) 2025/2024
Maïs	5,2
Tubercules de manioc	5,0
Banane	5,1
Pomme de terre	-6,1
Pastèques	3,2
Arachide	2,6
Aubergine	-2,8
Choux, carotte, tomate	2,3
Ciboule, persil, céleri, amarante, poivron	4,3
Plantes (moringa, ricin)	-7,1
Ensemble	**3,6**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

b) Chiffre d'affaires

En 2025, l'activité de vente des produits agricoles a été plus favorable qu'en 2024. En effet, les exploitants agricoles ont enregistré une hausse du chiffre d'affaires global de 7,8%, soutenue notamment, par la bonne tenue des ventes de maïs (+9,1%), de pastèques (+6,5%), de tubercules de manioc (+6,1%) et de bananes (+5,4%).

Tableau 6 : Chiffre d'affaires de quelques produits agricoles

Produits agricoles	Variations (en %) 2025/2024
Maïs	9,1
Tubercules de manioc	6,1
Banane	5,4
Pomme de terre	-8,3
Pastèques	6,5
Arachide	4,2
Aubergine	-4,9
Choux, carotte, tomate	8,0
Ciboule, persil, céleri, amarante, poivrons…	10,0
Plantes (moringa, ricin)	-4,5
Ensemble	**7,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.1.2. Élevage

a) Effectifs des cheptels

*Progression des effectifs des cheptels…*L'analyse des données collectées auprès d'un échantillon d'éleveurs, révèle un accroissement de l'ensemble des effectifs des cheptels en 2025 par rapport à 2024. On observe no-

tamment un accroissement du cheptel porcin (9,2%), caprin (5,8%) et ovin (5,3%). Ces performances s'expliquent essentiellement par l'amélioration de l'accès à des soins vétérinaires de qualité et par la mise en œuvre de la politique de développement des zones agricoles protégées (ZAP) par l'État.

Tableau 7: Évolution des effectifs des cheptels

Principaux produits	Variations (en%) 2025/2024
Bovins	2,8
Ovins	5,3
Caprins	5,8
Porcins	9,2
Poules pondeuses	3,2
Lapins, hérissons, cobayes	2,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

b) Production avicole

Augmentation de la production avicole… En 2025, on observe une progression de la production comparativement à 2024, à travers notamment les poulets de chair (7,3%) et les œufs (5,7%). Ces résultats sont en partie tributaires de la bonne tenue des activités de certaines grandes fermes et au développement du partenariat entre agriculteurs et éleveurs dans la production et l'approvisionnement en aliments de bétail et de volaille.

Tableau 8: Évolution de la production avicole

Principaux produits	Variations (en%) 2025/2024
Poulets de chair	7,3
Poussins d'un jour	1,0
Œufs	5,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

c) Ventes du bétail et des produits avicoles

*Augmentation des ventes…*L'analyse des ventes effectuées par les exploitants montre une progression de l'ensemble des produits en 2025 par rapport à l'année dernière. On note entre autres l'accroissement des ventes de poulets de chair (7,1%), de porcins (6,9%), de caprins (5,5%), de poussins d'un jour (5,3%) et de ovins (5,2%).

Tableau 9: Evolution des ventes du bétail et des produits avicoles

Principaux produits	Variations (en%) 2025/2024
Bovins	3,3
Ovins	5,2
Caprins	5,5
Porcins	6,9
Poulet de chair	7,1
Poussins d'un jour	5,3
Œufs	3,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

d) Chiffre d'affaires

*Progression du chiffre d'affaires…*Sous l'impulsion des ventes effectuées, le chiffre d'affaires global des activités de l'élevage a bondi de 6,9% en 2025 comparativement à 2024. Ce résultat est notamment tiré par la progression des porcins (9,4%), des poussins d'un jour (7,0%) et des œufs (6,3%).

Tableau 10 : Chiffre d'affaires des ventes du bétail et des produits avicoles

Principaux produits	Variations (en %) 2025/2024
Bovins	5,4
Ovins	2,9
Caprins	5,5
Porcins	9,4
Poulet de chair	3,2
Poussins d'un jour	7,0
Œufs	6,3
Ensemble	6,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.1.3. Pêche

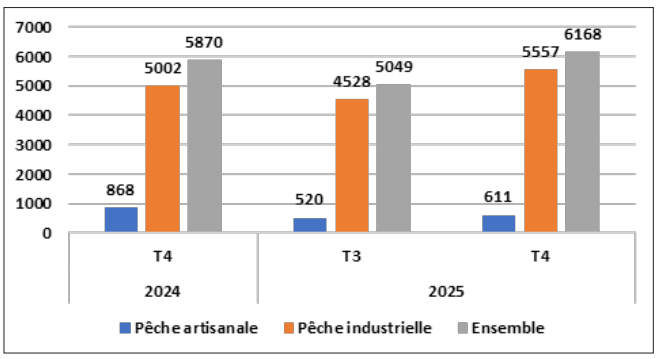
*La production de la pêche maritime a progressé…*Après avoir enregistré des replis successifs lors des trois trimestres précédents de l'année 2025, la production de la branche « Pêche » a connu une reprise au quatrième trimestre, s'établissant à 5 968,1 tonnes, contre 4 559,6 tonnes au quatrième trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 5,1%, du fait, notamment, de l'amélioration des conditions d'approvisionnement en gasoil pêche.

Toutefois, cette performance globale masque des évolutions contrastées au sein de la branche. La production de la pêche industrielle a progressé de 11,1% en glissement annuel et de 22,7% en variation trimes-

trielle, tandis que la production de la pêche artisanale a reculé de 29,6% en glissement annuel.

Malgré le dynamisme de la pêche industrielle observé au quatrième trimestre 2025, la contraction de la production de la pêche artisanale a pesé sur les performances de l'année. Ainsi, le bilan annuel se solde par un recul global de 3,7% de la production totale en 2025.

Graphique 7: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.1.4. Exploitation forestière

Hausse de la production des grumes… Après trois trimestres consécutifs de recul, la production de grumes a retrouvé une dynamique positive au quatrième trimestre 2025, atteignant 300 749 m³ contre 298 082 m³ à la même période en 2024. Cette performance favorise une progression de 0,9% de la production des grumes, en lien notamment avec l'amélioration des conditions d'approvisionnement en carburant dans le secteur.

Malgré le regain d'activité observé au quatrième trimestre 2025, la production annuelle de bois en grume a enregistré un recul de 2,8 % en 2025.

Recul du volume des exportations des grumes… Au quatrième trimestre 2025, les exportations de grumes ont diminué de 9,6% en glissement annuel, passant de 81 513 m³ au quatrième trimestre 2024 à 73 713 m³. Cette tendance à la baisse, déjà observée ces dernières années, résulte des mesures gouvernementales visant à interdire l'exportation de bois en grumes.

Tableau 11: Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones

		T4-24	T4-25	Variations (en%)
Production des bois en grumes (en m³)	Zone sud	62 121	104 691	68,5
	Zone nord	235 961	240 815	2,1
	Ensemble	298 082	300 749	0,9
Exportations des grumes	Volumes (en m³)	81 513	73 713	-9,6
	Valeurs (en millions FCFA)	8 371	7 663	-8,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2. Secteur secondaire

Au quatrième trimestre 2025, la conjoncture du secteur secondaire a été contrastée. La production a progressé dans la distribution d'eau et d'électricité, les industries d'extraction des hydrocarbures, les cimenteries, le raffinage de pétrole, ainsi que dans les industries brassicoles, chimiques, mécaniques, métalliques et le secteur des bâtiments et travaux publics. En revanche, elle a reculé dans les industries alimentaires, de transformation du bois et dans les industries métallurgiques.

II.1.2.1. Extraction des hydrocarbures

1. Production pétrolière

Hausse de la production des hydrocarbures…. Au quatrième trimestre 2025, la production pétrolière en volume a enregistré une progression de 3,3%, pour s'établir à 24,9 millions de barils contre 24,1 millions de barils au quatrième trimestre 2024. Cette hausse s'explique principalement par la mise en exploitation du champ Moho Infills ainsi que par la réalisation de nouveaux investissements.

Tableau 12 : Production pétrolière (en millions de barils)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	**24,0**	**24,7**	**2,9**
Djeno mélange	19,4	19,5	1,0
Nkossa blend	3,8	4,2	11,1
Yombo	0,8	0,9	9,6
GPL	**0,1**	**0,2**	**94,1**
Propane	0,1	0,1	73,1
Butane	0,0	0,1	134,1
Ensemble	**24,1**	**24,9**	**3,3**

Sources : *DGH et DGRN*

Les exportations pétrolières en volume ont connu une augmentation de 8,9% au quatrième trimestre 2025, pour se chiffrer à 23,4 millions de barils contre 21,5 millions de barils au quatrième trimestre 2024. Cette performance résulte principalement de la hausse des exportations des Huiles brutes de pétrole (8,4%).

Tableau 13 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	**21,5**	**23,3**	**8,4**
Djeno mélange	16,8	19,1	13,3
Nkossa blend	3,7	3,8	2,3
Yombo	1,0	0,5	-51,8
GPL	**0,0**	**0,1**	
Propane	0,0	0,0	
Butane	0,0	0,1	
Ensemble	**21,5**	**23,4**	**8,9**

Sources : *DGH et DGRN*

Les exportations pétrolières en valeur ont enregistré une contraction de 15,6% au quatrième trimestre 2025, pour se fixer à 809,8 milliards de FCFA, contre 959,3 milliards de FCFA au quatrième 2024. Cette contre-performance s'explique principalement par la baisse des cours du baril de pétrole.

Tableau 14 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	**959,2**	**805,0**	**-16,1**
Djeno mélange	746,1	652,3	-12,6
Nkossa blend	164,8	135,5	-17,8
Yombo	48,3	17,2	-64,4
GPL	**0,0**	**4,8**	**0,0**
Propane	0,0	1,0	-15,6
Butane	0,0	4,8	0,0
Ensemble	**959,3**	**809,8**	**-15,6**

Sources : DGH et DGRN

2. Production de gaz naturel liquéfié

Baisse de la production et des exportations de gaz naturel liquéfié… Au quatrième trimestre 2025, la production de GNL a connu une contraction de 37,8%, pour s'établir à 1 383,0 milliers de tonnes contre 2 224,3 milliers de tonnes un an plus tôt. L'intégralité de cette production a été destinée à l'exportation.

Sur la même période, les exportations en valeur ont reculé de 48,7%, atteignant 22,0 milliards de FCFA contre 43,0 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2024. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des exportations en volume.

Tableau 15 : Évolution de la production et des exportations de GNL

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Production (milliers tonnes)	2 224,3	1 383,0	-37,8
Exportations (milliers tonnes)	2 224,3	1 383,0	-37,8
Exportations en milliards FCFA	43,0	22,0	-48,7

Sources : DGH et DGRN

II.1.2.2. Industries de transformation de bois

1. Production

Repli de la production de bois transformés… Au quatrième trimestre 2025, la production des industries de transformation du bois s'est contractée de 14,9% en glissement annuel. Cette baisse s'explique par le recul de la production des placages déroulés (-12,6%) et de sciages (-21,2%). À l'inverse, la production de contreplaqués a connu une forte progression (+93,9%).

Le repli enregistré au niveau des sciages s'explique notamment par la contraction de la production, plus marquée dans la zone sud (-75,2 %) que dans la zone nord (-19,3%). Cette situation est liée à la baisse de la demande mondiale ainsi qu'à l'insuffisance d'équipements dans la branche et à l'état de dégradation des infrastructures de transport, aggravé par de fortes précipitations, qui continue de perturber l'acheminement des grumes vers les unités de transformation, provoquant des ruptures d'approvisionnement et une sous-utilisation des capacités industrielles.

Tableau 16 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Sciages	96 411	75 939	-21,2
Zone sud	3 380	839	-75,2
Zone nord	93 031	75 100	-19,3
Placages déroulés	7 185	6 282	-12,6
Contreplaqués	1 464	2 839	93,9
Ensemble			**-14,9**

2. Exportations en volume

Baisse des exportations de bois transformés… En comparaison avec le quatrième trimestre 2024, le quatrième trimestre 2025 a été marqué par une diminution de 9,5% des exportations de bois transformés. Cette contreperformance est essentiellement imputable à la baisse des exportations de bois sciés (-10,5%). À l'inverse, les exportations de placages déroulés ont connu une progression (+24,7%), atteignant 3 700 m³ contre 2 968 m³ un an auparavant.

La diminution des exportations de bois transformés reflète à la fois des contraintes logistiques persistantes, des coûts de transport élevés ainsi que diverses difficultés d'ordre administratif.

Tableau 17 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Bois sciés	94 753	84 838	-10,5
Placages déroulés	2 968	3 700	24,7
Ensemble			**-9,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

3. Exportations en valeur

Hausse du montant des exportations de bois transformés… Au quatrième trimestre 2025, la valeur des exportations de bois transformés a enregistré une progression de 7,9% en glissement annuel, traduisant une amélioration des recettes d'exportation en dépit de la baisse des quantités expédiées.

De façon plus détaillée, les bois sciés, qui constituent l'essentiel des recettes du secteur ont vu la valeur de leurs exportations augmenter de 7,5% au quatrième trimestre 2025, pour se fixer à 33 554 millions de FCFA, après avoir été de 31 214 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024. Il en est de même pour les placages déroulés qui ont connu une hausse du montant de leurs exportations de 24,8%, atteignant 907 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025, contre 727 millions de FCFA un an auparavant, en lien avec l'augmentation des prix de bois transformés au niveau international.

Tableau 18 : Évolution des exportations en millions de FCFA

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Bois sciés	31 214	33 554	7,5
Placages déroulés	**727**	**907**	24,8
Ensemble	31 941	34 461	7,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.3. Industries de boissons et tabacs

1. Production

*Hausse de la production des industries de boissons et tabacs…*Au quatrième trimestre 2025, la production des industries de boissons et tabacs a progressé de 7,6% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les boissons et les produits laitiers ont augmenté de 9,1%, portés par la production des boissons alcoolisées (+15,2%), ce malgré la baisse de la production des boissons non alcoolisées (-0,2%) et produits laitiers (-5,8%).

La hausse de la production des boissons alcoolisées s'explique notamment par l'amélioration de la productivité dans certaines lignes de production, tandis que la baisse de la production des boissons non alcoolisées et des produits laitiers est attribuable aux coupures d'électricité et aux difficultés liées à l'approvisionnement en matières premières.

S'agissant de la production des produits à base de tabacs, celle-ci a reculé de 0,7% au quatrième trimestre 2025 comparativement au quatrième trimestre 2024.

Tableau 19 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers			**9,1**
Boissons non alcoolisées (10^3 hl)			**-0,2**
Eau minérale	758,9	773,0	1,9
Autres boissons non alcoolisées	198,9	195,0	-2,0
Boissons alcoolisées (10^3 hl)			**15,2**
Bières	439,3	507,0	15,4
Autres boissons alcoolisées	21,9	24,4	11,4
Produits laitiers (10^3 litres)			**-5,8**
Yaourt	240,0	226,0	**-5,8**
Produits à base de tabac (10^6 paquets)			**-0,7**
Cigarettes	14,1	14,0	**-0,7**
Ensemble			***7,6***

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Chiffre d'affaires

Progression du chiffre d'affaires des industries de boissons et tabacs… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs a progressé de 0,3% en glissement annuel, pour s'établir à 51 562 millions de FCFA.

Cette progression masque cependant des évolutions contrastées des composantes de la sous-branche. En effet, le chiffre d'affaires des boissons et produits laitiers a progressé de 3,5%, tandis que celui des produits à base de tabacs a régressé de 23,5% passant de 6 163 millions de FCFA au quatrième 2024 à 4 718 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025. La concurrence des produits à base de tabacs, importés illégalement, continue de peser sur l'évolution du chiffre d'affaires constaté dans cette composante.

Le chiffre d'affaires des boissons et produits laitiers est tiré par le chiffre d'affaires des boissons alcoolisées (21,5%) et produits laitiers (3,3%), en dépit de la baisse du chiffre d'affaires des boissons non alcoolisées

(-27,6%). La performance des ventes des boissons alcoolisées a permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires dans les autres groupes de produits et de stabiliser l'activité globale.

Tableau 20 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers	45 261,81	**46 844 ,75**	**3,5**
Boissons non alcoolisées	16 469,27	**11 931,68**	**-27,6**
Eau minérale	6 711	5 956	-11,3
Autres boissons non alcoolisées	9 759	5 976	-38,8
Boissons alcoolisées	28 470	**34 580**	**21,5**
Bières	27 192	33 350	22,7
Autres boissons alcoolisées	1 278	1 230	-3,8
Produits laitiers	323	**333**	**3,3**
Yaourt	323	333,0	3,3
Produits à base de tabac	6 163	**4 718**	**-23,5**
Cigarettes	6 163	4 718	-23,5
Ensemble	45 261,81	**51 562**	**0,3**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.4. Industries alimentaires

1. Production

Baisse de la production des industries alimentaires… En glissement annuel, la production globale des industries alimentaires a reculé de 1,2%, en lien principalement avec la baisse de la production des produits de minoterie (-7,4%). Ce repli s'explique, entre autres, par la concurrence exacerbée par la politique des ristournes mensuelles et annuelles, d'une part, et par les difficultés liées à la logistique, au transport et à l'alimentation en électricité, d'autre part.

En revanche, le sucre de canne et les autres produits alimentaires ont connu une hausse de leurs productions respectives de 50,5% et de 6,2% au cours de la période sous-revue. La hausse de la production sucrière au quatrième trimestre 2025, s'explique notamment par l'allongement de la durée de campagne de la production par rapport au même trimestre de l'année passée.

Tableau 21 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Produits des minoteries			**-7,4**
Farine de blé	60 716	55 787	-8,1
Son de blé	17 674	17 034	-3,6
Produits à base de farine de blé			***-3,4***
Pains	62 014	59 923	-3,4
Produits de pâtisserie	2 267	2 191	-3,4
Beignets	12 211	11 804	-3,3
Sucre de canne	**15 558**	**23 418**	**50,5**
Sucre raffiné	6 325	6 377	0,8
Sucre blond	9 233	17 041	84,6
Autres produits alimentaires			**6,2**
Produits de provenderie	3 653,0	3 880,0	6,2
Ensemble			**-1,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Chiffre d'affaires

Recul du chiffre d'affaires des industries alimentaires… En lien avec l'évolution de la production, le chiffre d'affaires global des industries alimentaires a enregistré une baisse de 5,8% en glissement annuel, revenant de 87 270 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 82 218 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025.

L'analyse par composante révèle des évolutions contrastées au sein de la sous-branche : si le chiffre d'affaires des produits de minoterie a baissé de 11,8%**,** le sucre de canne et les autres produits alimentaires ont quant à eux enregistré une augmentation de leurs chiffres d'affaires respectivement de 8,4% et 9,6%**.**

Tableau 22 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Produits du travail des grains	**22 598**	**19 932**	**-11,8**
Farine de blé	19 067	17 437	-8,6
Son de blé	3 531	2 495	-29,3
Produits à base de farine de blé	***63 557***	***61 064***	***-3,9***
Pains	48 631	46 758	-3,9
Produits de pâtisserie	4 642	4 437	-4,4
Beignets	10 284	9 869	-4,0
Sucre de canne	**9 268**	**10 050**	8,4
Sucre raffiné	3 728	4 043	8,4
Sucre blond	5 540	6 007	8,4
Autres produits alimentaires	**1 115**	**1 222**	**9,6**
Produits de provenderie	1 115	1 222	9,6
Ensemble	**87 270**	**82 218**	**-5,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.5. Industries métalliques et mécaniques

1. Production

Augmentation de la production des industries métalliques et mécaniques… Au quatrième trimestre 2025, la production des industries métalliques et mécaniques a progressé de 3,5 % par rapport au quatrième trimestre 2024. L'examen par produits met en évidence, d'une part, une augmentation de la production des tôles en aluminium (+40,7 %) et des travaux de gros œuvre (+3,1 %) et, d'autre part, un recul de la production des cartouches de chasse (-15,6 %). Cette progression s'explique principalement par la disponibilité des matières premières.

Tableau 23 : Évolution de la production en volume des industries métalliques et mécaniques

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Tôle en aluminium (en tonnes)	135	190	40,7
Cartouches de chasse (en milliers de paquets)	167	141	-15,6
Travaux gros œuvres (en milliers heures trav.)	508	524	3,1
Ensemble			**3,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires des industries métalliques et mécaniques… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires global des industries métalliques et mécaniques s'est accru de 3,7 %**,** passant de 19 796 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 20 536 millions de FCFA un an plus tard. Les tôles en aluminium et les travaux de gros œuvres ont enregistré des hausses respectives de 63,5 % et de 3,1 % en glissement annuel**,** traduisant une dynamique favorable de ces produits. À l'inverse, les cartouches de chasse ont connu un repli de 18,5 %. Dans l'ensemble, la progression du chiffre d'affaires s'explique principalement par une augmentation de la demande, notamment dans la construction.

Tableau 24 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Tôles en aluminium (en tonnes)	684	1118	63,5
Cartouches de chasse (en milliers de paquets)	1 335	1 088	-18,5
Travaux gros œuvre (milliers heures trav.)	17 777	18 330	3,1
Ensemble	**19 796**	**20 536**	**3,7**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.6. Industries métallurgiques

L'industrie métallurgique englobe l'ensemble des activités liées à la première transformation des métaux issus des minerais extraits du sous-sol, ainsi que la fabrication de produits semi-finis tels que les tuyaux en acier, en aluminium ou en cuivre.

1. Production

Baisse de la production des industries métallurgiques… Au quatrième trimestre 2025, la production en volume des industries métallurgiques a accusé une baisse de 30,0% en glissement annuel. Cette évolution défavorable résulte principalement de la baisse de la production des cathodes de cuivre (-50,5%), laquelle n'a pu être compensée par la légère progression enregistrée par la production des lingots de zinc (+4,1%).

La production des cathodes de cuivre en volume est revenue de 2 180,3 tonnes au quatrième trimestre 2024 à 1 079,2 tonnes au quatrième trimestre 2025 et celle des lingots de zinc en volume est passée de 3 485,5 tonnes au quatrième trimestre 2024 à 3 628,1 tonnes au quatrième trimestre 2025. Cette évolution s'explique principalement par l'épuisement des réserves de minerais de cuivre et la baisse continue de la teneur en métal.

Tableau 25 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Cathodes de cuivre	2 180,3	1 079,2	-50,5
Lingots de zinc	3 485,5	3 628,1	4,1
Ensemble			**-30,0**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.7. Industries des minéraux non métalliques

1. Production

Hausse de la production des industries des minéraux non métalliques… Au quatrième trimestre 2025, la production des industries des minéraux non métalliques a augmenté de 18,5% par rapport au quatrième trimestre 2024. Cette évolution positive est essentiellement portée par le ciment hydraulique, dont la production a progressé de 28,5%**,** passant de 265 646 tonnes au quatrième trimestre 2024 à 339 920 tonnes au quatrième trimestre 2025.

Au quatrième trimestre 2025, la production de ciment Portland 32.5 et celle des autres ciments Portland (42.5N et 42.5R) ont progressé respectivement de 26,9% et de 28,5% en glissement annuel. Cette dynamique s'explique principalement par une demande plus soutenue et davantage diversifiée, privilégiant des ciments plus spécialisés et conformes aux exigences techniques et spécifiques des différents chantiers.

En revanche, la production de clinker n'a augmenté que de 2,3%, une évolution liée aux ajustements effectués au niveau des stocks.

Tableau 26 : Évolution de la production en volume

Principaux produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	**265 646**	**339 920**	**28,0**
Ciment portland 32.5	94 030	119 342	26,9
Ciment portland (42.5N et 42.5R)	171 616	220 578	28,5
Clinker	170 144	174 097	2,3
Ensemble			18,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Ventes en volume

*Hausse des ventes des industries des minéraux non métalliques…*Au quatrième trimestre 2025, les ventes en volume des industries des minéraux non métalliques ont suivi la même tendance que la production. En glissement annuel, elles ont progressé de 30,8%, soutenues par le dynamisme de la branche « Bâtiments et travaux publics ».

Tableau 27 : Évolution des ventes (en tonnes)

Principaux produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	**235 777**	**346 323**	**46,9**
Ciment portland 32,5	81 906	137 942	68,4
Autres ciments portland (42,5N et 42,5R)	153 871	208 381	35,4
Clinker	**67 195**	**46 800**	-30,4
Ensemble			**30,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

3. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires des industries des minéraux non métalliques… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires global des industries des minéraux non métalliques s'est élevé à 24 137 millions de FCFA, contre 23 846 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024, soit une progression de 1,2% en glissement annuel.

Comparée à la hausse des ventes en volume enregistrée sur la même période, cette évolution traduit des dynamiques différenciées selon les produits. En effet, le chiffre d'affaires du ciment hydraulique a augmenté de 5,3%**,** tandis que celui du clinker a reculé de 30,3%**,** illustrant une évolution contrastée des performances commerciales au sein du secteur.

Tableau 28 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA)

Principaux produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Ciment hydraulique	**21 091**	**22 218**	**5,3**
Ciment portland 32.5	11 071	8 200	-25,9
Autres ciments portland (42.5N et 42.5R)	10 020	14 018	39,9
Clinker	**2 755**	**1 919**	**-30,3**
Ensemble	**23 846**	**24 137**	**1,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.8. Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)

1. Production

*Augmentation de la production des industries chimiques et matières plastiques…*Comparativement au quatrième trimestre 2024, la production des industries chimiques et matières plastiques a connu une augmentation de 16,4% au quatrième trimestre 2025.

En dépit de la baisse de production du gaz industriel (-5,9%) et des films plastiques (-28,2%), l'augmentation de la production des industries chimiques et matières plastiques est en lien avec le dynamisme de la production de la peinture (49,5%), des mousses (18,4%) et des

casiers en plastique (13,3%). Ce dynamisme s'explique particulièrement par la disponibilité des matières premières d'une part, et l'accroissement observé de la demande de peinture, des mousses et des casiers en plastique d'autre part.

Tableau 29: Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Gaz industriel (10^3 m^3)	34,0	32,0	-5,9
Peinture (tonnes)	313	468	49,5
Mousses (tonnes)	697,0	825,0	18,4
Films plastiques (tonnes)	103,0	74,0	-28,2
Casiers en plastique (10^3 pièces)	135,0	153,0	13,3
Autres produits en plastique	228,0	228,0	0,0
Ensemble			**16,4**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Chiffre d'affaires

*Recul du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques…*Contrairement à la production, le chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques a reculé globalement de 3,1% en glissement annuel, revenant de 8 620,8 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 8 352,9 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025.

Ce recul est la conséquence de la diminution du chiffre d'affaires des films plastiques (-25,3%), des autres produits en plastique (-72,4%), justifiée essentiellement par la baisse des prix de vente sur le marché suite à la concurrence, et ce malgré l'augmentation du chiffre d'affaires du gaz industriel (+164,6%), de la peinture (+12,9%) et des casiers en plastique (+10,8%).

Tableau 30: Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Gaz industriel	720,0	1 905,0	164,6
Peinture	809,4	914,0	12,9
Mousses	6 096,7	5 133,0	-0,1
Films plastiques	162,2	121,1	-25,3
Casiers en plastique	60,5	67,0	10,8
Autres produits en plastique	772,0	213,0	-72,4
Ensemble	**8 620,**8	**8 352,**9	**-3,1**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.9. Industrie de raffinage de pétrole

1. Achat de pétrole brut

Hausse des achats de pétrole brut… Au quatrième trimestre 2025, les volumes de pétrole brut achetés par l'industrie de raffinage se sont établis à 1,6 million de barils, contre 1,4 million de barils au quatrième trimestre 2024, soit une hausse de 14,0%. Dans le même temps, la valeur des achats a reculé de 2,6%, passant de 49 894 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 48 614 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025.

Tableau 31 : Évolution des achats de pétrole brut

Libellés	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Quantité (en millions de barils)	1,4	1,6	14,0
Valeur (en millions de FCFA)	49 894	48 614	-2,6

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, janvier 2026)

2. Production des produits pétroliers raffinés

Progression de la production des produits pétroliers raffinés… Au quatrième trimestre 2025, la production des produits pétroliers raffinés a enregistré une hausse de 10,6% en glissement annuel. Cette progression a concerné l'ensemble des produits, à l'exception du fuel V 380, dont la production a connu une contraction de 83,2%.

La hausse de la production observée s'explique principalement par l'augmentation des volumes de pétrole brut réceptionnés par la raffinerie, consécutive à un nombre plus élevé de lots traités au cours de la période.

Tableau 32 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Gaz butane	1 004	2 215	120,6
Super carburant	12 778	14 137	10,6
Kérosène	7 993	8 161	2,1
Gasoil	45 282	52 657	16,3
Fuel V 380	96 016	102 712	7,0
Fuel V180	2 503	415	-83,4
Essence légère	8 898	12 740	43,2
Ensemble			**10,6**

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, janvier 2026)

3. Ventes en volume des produits pétroliers raffinés

Hausse des ventes en volume des produits pétroliers raffinés… Portées par l'accroissement de la production, les ventes en volume de produits raffinés et gaziers ont enregistré une hausse de 22,6% au quatrième trimestre 2025. Cette progression résulte de la dynamique ob-

servée à la fois sur le marché intérieur, où les ventes ont augmenté de 12,6%, et sur le marché extérieur, qui a affiché une progression de 31,8%, sous l'effet des facteurs mentionnés précédemment.

Tableau 33 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Marché intérieur			**12,6**
Gaz butane	944	2 156	128,4
Super carburant	13 321	13 300	-0,2
Kérosène	7 987	8 876	11,1
Gasoil	42 043	51 685	22,9
Fuel V180	2 646		-100,0
Marché extérieur			**31,8**
Fuel V 380	104 196	130 233	25,0
Essence légère	6 434	15 580	142,2
Ensemble			**22,6**

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, janvier 2026)

1. Ventes en valeur des produits pétroliers raffinés

Contraction des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés… Au quatrième trimestre 2025, les ventes en valeur des produits pétroliers raffinés ont reculé de 12,8% en glissement annuel, pour s'établir à 68 353 millions de FCFA. Ce repli s'explique principalement par la contraction des ventes sur le marché extérieur (-33,6%).

Tableau 34 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Marché intérieur	31 314	37 763	20,6
Gaz butane	189	431	128,4
Super carburant	8 604	8 995	4,5
Kérosène	3 918	5 133	31,0
Gasoil	18 025	23 204	28,7
Fuel V180	578	0	-100,0
Marché extérieur	46 723	31 022	-33,6
Fuel V 380	31 288	28 602	-8,6
Essence légère	15 435	2 419	-84,3
Ensemble	**78 426**	**68 353**	**-12,8**

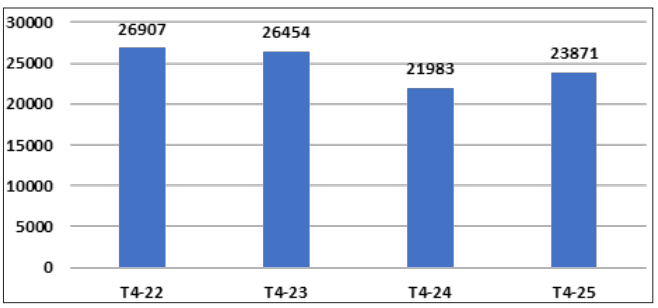
Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.10. Industries de production et distribution d'eau et d'électricité

Hausse de la production et distribution d'eau et d'électricité… Au quatrième trimestre 2025, la production d'eau potable et d'énergie électrique s'est consolidée au rythme annuel ; tandis que, dans le même temps, la distribution de ces deux produits a évolué de façon mitigée.

La production d'eau potable est passée de 21 983 milliers de m^3 au quatrième trimestre 2024, à 23 871 milliers de m^3 au même trimestre une année après, soit une hausse de 8,6%. Celle-ci s'explique, en partie, par le relèvement du temps de fonctionnement de certaines unités de production, en lien avec la diminution des actions de maintenance des équipements et du rythme des arrêts de production, causés par des coupures d'électricité.

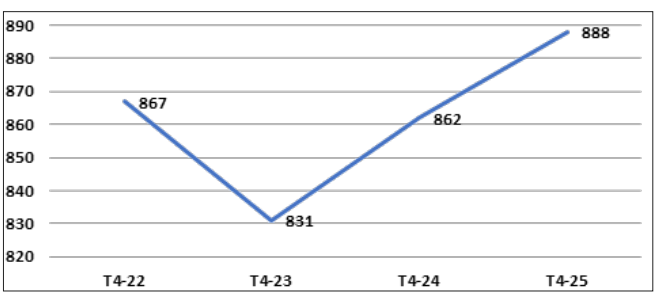
Graphique 8 : Évolution de la production d'eau potable (en 10^3 m^3)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

La production d'énergie électrique a connu, globalement, une hausse de 3,1%, s'établissant à 888,7 GWH au quatrième trimestre 2025, contre 862 GWH au même trimestre de l'année précédente. Cette progression d'ensemble est tirée à la fois par l'énergie à gaz (3,0%) et l'énergie hydroélectrique (3,3%).

Graphique 9 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

Les quantités vendues sont en hausse de 4,2% en glissement annuel, pour l'énergie électrique, passant à 499,3 GWH au quatrième trimestre 2025, sous l'effet de l'augmentation des ventes de l'énergie hydroélectrique (6,6%).

S'agissant du transport et de la distribution de l'électricité, au quatrième trimestre 2025, les pertes techniques sont légèrement en baisse (-0,6%) et représentent 43,8% de la production totale, contre 44,4% au quatrième trimestre 2024.

Concernant l'eau potable, les ventes ont accusé une baisse de 7,6% en glissement annuel, revenant à 15 999 milliers de m^3 au quatrième trimestre 2025.

Le nombre d'abonnés est en progression en glissement annuel, au 31 décembre 2025, tant pour les sociétés de production d'énergie électrique (+1,3%), que pour la société de production et de distribution d'eau potable (+6,0%). S'agissant de la société de production et de distribution d'eau potable, la récupération des abonnés inactifs, l'augmentation du portefeuille clients, suite à l'intégration des nouveaux branchements, la mise en service des ''Stations Eau Pratique'' à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, sont autant de facteurs à l'origine de la hausse du nombre d'abonnés.

Le chiffre d'affaires global a augmenté de 3,0% en glissement annuel, au quatrième trimestre 2025, tiré par la hausse du chiffre d'affaires de l'énergie électrique (+3,5%). Tandis que la société de production et de distribution d'eau potable a vu son chiffre d'affaires se contracter de 1,9%, nonobstant l'augmentation du nombre d'abonnés.

Tableau 35 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique

	2024	2025		Variations en %	
	T4	T3	T4	T4-25/ T4-24	T4-25/ T3-25
I-Production effective par produit					
- Energie électrique (GWH)	862	755,8	888,7	17,6	3,1
Energie hydroélectrique (GWH)	*260*	*177,8*	*268,7*	51,1	3,3
Energie à gaz (GWH)	*602*	*578*	*620*	7,3	3,0
- Eau potable (en 10^3 m^3)	21983	22093	23871	8,0	8,6
II- Quantité vendue par produit					
- Energie électrique (GWH)	479,0	448,5	499,3	11,3	4,2
Energie hydroélectrique (GWH)	*451,3*	*430,5*	*481,3*	11,8	6,6
Energie à gaz (GWH)	28,0	*18,0*	*18,0*	0,0	-35,7
Pertes d'énergie électrique	44,4	*40,7*	*43,8*	-	-
- Eau potable (en 10^3 m^3)	17319	11096	15999	44,2	-7,6
III- Abonnement					
- Nombre d'abonnés E2C et CEC (en milliers)	495,7	502,2	502,2	0,0	1,3
- Nombre d'abonnés LCDE (en milliers)	244,9	247,2	259,7	5,1	6,0
IV- Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
- Energie électrique	36 861	35 440	38161	7,7	3,5
Energie hydroélectrique	*22 027*	*21 007*	22653	7,8	2,8
Energie à gaz	*14 834*	*14 433*	*15 508*	7,4	4,5
- Eau potable	3 689	2 269	3 619	59,5	-1,9
Total chiffre d'affaires	**40 550**	**37 709**	**41780**	**10,8**	**3,0**

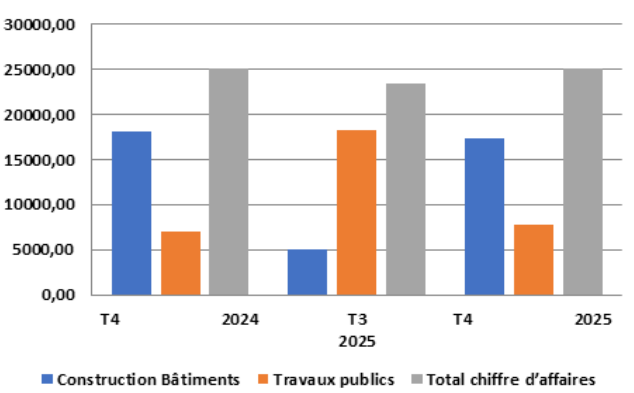
Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.2.11. Bâtiments et travaux publics

Hausse du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics… Au quatrième trimestre 2025, la branche « Bâtiments et travaux publics » a enregistré une hausse du chiffre d'affaires global de 0,5% en glissement annuel et de 7,7% en variation trimestrielle.

En glissement annuel, la progression du chiffre d'affaires s'explique par la hausse de celui des travaux publics (+10,8%), en lien avec la hausse du volume des chantiers, notamment la construction et la réhabilitation des routes, des voiries urbaines et des bâtiments. Cette dynamique résulte de l'augmentation des dépenses en capital de l'État ainsi que de l'élargissement du portefeuille clientèle.

Graphique 10 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3. Secteur tertiaire

Au quatrième trimestre 2025, le secteur tertiaire a présenté une conjoncture contrastée, avec un regain d'activité dans les restaurants et hôtels, le commerce, les banques, les télécommunications et les autres services, tandis que la situation dans le transport est restée mitigée.

II.1.3.1. Commerce

*Hausse du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » …*Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » a progressé de 5,8% en glissement annuel, pour s'établir à 245 200 millions de FCFA, contre 231 833 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette performance s'explique principalement par la bonne dynamique des activités du commerce des produits pétroliers (+14,5%), des produits pharmaceutiques (+7,0%) et des autres produits (+1,5%).

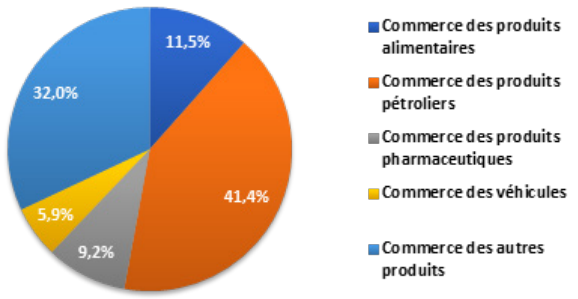
Tableau 36 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA)

Libellés	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/ T3-25	T4-25/ T4-24
Commerce des produits alimentaires	29 985	24 569	28 273	15,1	-5,7
Commerce des produits pétroliers	88 563	109 247	101 433	-7,2	14,5
Commerce des produits pharmaceutiques	21 118	21 127	22 605	7,0	7,0
Commerce des véhicules	14 900	14 756	14 452	-2,1	-3,0
Commerce des autres produits	77 267	77 103	78 436	1,7	1,5
Ensemble	**231 833**	**246 803**	**245 200**	**-0,6**	**5,8**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » est principalement porté par le commerce des produits pétroliers, qui représente 41,4% du total. Il est suivi par le commerce des autres produits (32,0%), le commerce des produits alimentaires (11,5%), le commerce des produits pharmaceutiques (9,2%) et, enfin, le commerce des véhicules, qui contribue à hauteur de 5,9%.

Graphique 11 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »

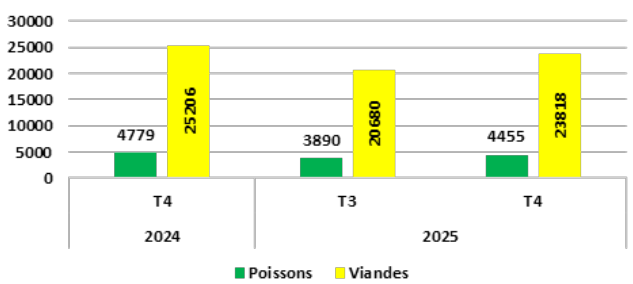


Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

1. Commerce des produits alimentaires

Baisse du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires global du commerce des produits alimentaires s'est contracté de 5,7% en glissement annuel, revenant de 29 985 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 28 273 millions de FCFA. Cette baisse du chiffre d'affaires concerne plus les ventes de poissons (-6,8%) que celles de viandes (-5,5%). Cette contreperformance s'explique notamment par la baisse du pouvoir d'achat des ménages ainsi que par les difficultés observées dans le traitement des transferts de fonds.

Graphique 12 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, janvier 2026)

2. Commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers

*Progression du chiffre d'affaires des produits pétroliers raffinés et gaziers…*Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires global du commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers s'est établi à 101 433 millions de FCFA contre 88 563 millions de FCFA à la même période en 2024, soit une progression de 14,5%. Cette performance s'explique notamment par l'agrandissement du réseau de stations-service et des capacités de stockage, l'élargissement du portefeuille de clients industriels ainsi que l'octroi d'autorisations d'importation de produits pétroliers à certaines sociétés.

Tableau 37: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
Essence super	33 379	45 290	41 935	-7,4	25,6
Gasoil	50 811	58 965	54 362	-7,8	7,0
Pétrole lampant	86	78	96	24,3	12,1
Gaz butane	3 689	4 435	4 483	1,1	21,5
Autres	597	480	557	15,9	-6,8
Total	**88 563**	**109 247**	**101 433**	**-7,2**	**14,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

3. Commerce des véhicules

Baisse du chiffre d'affaires du commerce des véhicules… Au quatrième trimestre 2025, l'activité du négoce de véhicules a enregistré un repli de 3,0% en glissement annuel, pour s'établir à 14 452 millions de FCFA contre 14 900 millions de FCFA. En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires a reculé de 2,1%, passant de 14 756 millions de FCFA au troisième trimestre 2025 à 14 452 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025. Cette contreperformance s'explique notamment par la baisse de la demande et la concurrence accrue du marché informel.

Tableau 38 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/ T3-25	T4-25/ T4-24
Véhicules utilitaires	4 924	7 691	8 560	11,3	73,8
Véhicules industriels	4 324	3 582	2 558	-28,6	-40,8
Pièces détachées	1 733	1 297	1 587	22,3	-8,4
Entretien et services après-vente	3 166	1 714	1 523	-11,1	-51,9
Autres	753	4 72	224	-52,6	-70,3
Total	**14 900**	**14 756**	**14 452**	**-2,1**	**-3,0**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

4. Commerce des produits pharmaceutiques

Accroissement du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques… Le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques s'est élevé à 22 605 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025, soit une progression de 7,0% en glissement annuel. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation de la fréquence d'achat liée à la recrudescence des cas de grippe en fin d'année ainsi que par la fidélisation de la clientèle et l'ouverture à de nouveaux partenariats. En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires est passé de 21 127 millions de FCFA au troisième trimestre 2025 à 22 605 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025, soit une hausse de 7,0%.

Tableau 39 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
Médicaments de spécialité	18 566	17 309	18 698	8,0	0,7
Médicaments génériques	670	671	659	-1,7	-1,6
Intrants d'analyses médicales	8	15	15	0,1	88,2
Autres produits	1 874	3 132	3 233	3,2	72,5
Total	**21 118**	**21 127**	**22 605**	**7,0**	**7,0**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

5. Commerce des autres produits

Hausse du chiffre d'affaires du commerce des autres produits… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du commerce des autres produits s'est accru de 1,5% en glissement annuel, pour s'établir à 78 436 millions de FCFA, contre 77 267 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024. Cette progression s'explique par une augmentation modérée de la demande. En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 1,7%, passant de 77 103 millions de FCFA au troisième trimestre 2025 à 78 436 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025.

Tableau 40 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA)

Produits	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
Produits alimentaires	33 471	34 062	33 991	-0,2	1,6
Textiles	534	459	430	-6,4	-19,4
Meubles et articles d'ameublement	1 871	1 034	1 920	85,7	2,6
Matériaux de construction	4 589	5 342	2 594	-51,4	-43,5
Fournitures de bureau	5 605	3 274	5 164	57,7	-7,9
Matériel et accessoires informatiques	3 029	2 427	2 839	17,0	-6,3
Électroménager	449	377	362	-4,1	-19,5
Autres	27 719	30 128	31 137	3,3	12,3
Total	**77 267**	**77 103**	**78 436**	**1,7**	**1,5**

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3.2. Hôtels et restaurants

Accroissement des indicateurs des activités hôtelières… Au quatrième trimestre 2025, les indicateurs des activités hôtelières ont affiché une progression par rapport à la même période de l'année précédente. Les indicateurs des activités hôtelières témoignent une hausse de la capacité hôtelière (+1,1%), du nombre des nuitées (+10,0%) et du taux d'occupation des chambres (+8,8%). Cette augmentation repose sur la mise en œuvre d'un marketing ciblé sur la tarification personnalisée ainsi que sur la diversification de l'offre de services, notamment les buffets.

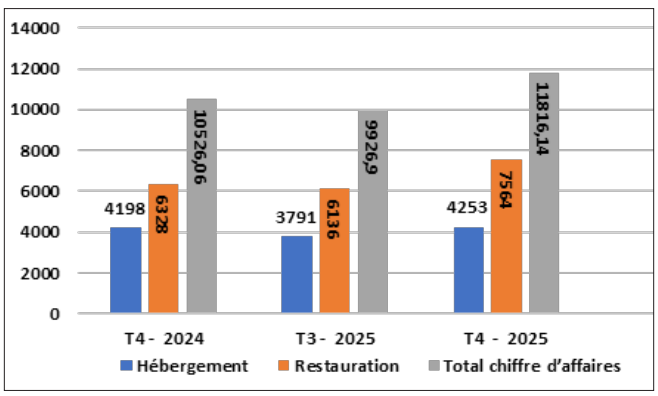
Tableau 41 : Indicateurs des activités des hôtels

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T4	T3	T4	T4-25 /T3-25	T4-25/T4-24
Capacité hôtelière (nombre de chambres)	3 344	3 374	3 382	0,2	1,1
Nombre de nuitées	61 122	63 691	67 236	5,6	10,0
Taux d'occupation des chambres	20,3	21	22,1	5,3	8,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

Accroissement du chiffre d'affaires de la branche « Hôtels et Restaurants » …Le chiffre d'affaires de la branche « Hôtels et Restaurants » a enregistré un accroissement de 12,3% en glissement annuel, s'établissant à 11 816 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025, contre 10 526 millions de FCFA à la même période en 2024. Cette performance est principalement portée par la restauration, qui affiche une progression de 19,5%, en lien avec l'amélioration des services proposés, la stratégie de tarifs compétitifs, en particulier l'offre des buffets.

Graphique 13: Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3.3. Transports et auxiliaires de transports

1. Transport aérien

Le transport aérien s'est conforté au quatrième trimestre 2025, ce que confirme l'analyse de l'évolution des principaux paramètres des activités aéroportuaires

Les mouvements d'avions ont globalement progressé de 10,0% en glissement annuel au quatrième trimestre 2025, portés par les trafics commerciaux international (27,1%) et régional.

Le nombre de passagers est passé de 239 milliers au quatrième trimestre 2024, à 435,4 milliers au même trimestre de l'année suivante, en hausse de 82,2%, tiré par les trafics de passagers sur les vols internationaux (41,3%) et nationaux (59,7%). S'agissant particulièrement des vols nationaux, cette forte augmentation du trafic de passagers se justifie notamment par la tenue à Brazzaville, des Congrès des partis politiques.

Le fret de marchandises a progressé de 35,1% en glissement annuel, s'affichant à 4 164,1 tonnes au quatrième trimestre 2025. Ce dynamisme du fret global est le résultat de la consolidation du fret commercial international (72,9 %), ce malgré la baisse du fret sur le trafic aérien au niveau régional (-81,7%)

Tableau 42 : Évolution du trafic commercial aérien

	2024	2025	*Variation (en %)*
	T4	T4	T4-25/T4-24
Trafic commercial global			
- Mouvements d'avions (en nbre)	2728	3002	10,0
- Passagers (en milliers)	239	435,4	82,2
- Fret (en tonnes)	3083,3	4164,1	35,1
Trafic commercial international			
- Mouvements d'avions (en nbre)	1144	1453,8	27,1
- Passagers (en milliers de pers.)	66,3	93,7	41,3
- Fret (en tonnes)	2144	3706,1	72,9
Trafic commercial régional			
- Mouvements d'avions (en nbre)	166,3	293,3	76,4
- Passagers (en milliers de pers.)	66,3	12,1	-81,7
- Fret (en tonnes)	1877,5	393,3	-79,1
Trafic commercial national			
- Mouvements d'avions (en nbre)	1518	1255	-17,3
- Passagers (en milliers de pers.)	206,4	329,6	59,7
- Fret (en tonnes)	61,8	64,7	4,7

Source : ANAC/DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Transport ferroviaire

a. Volume d'activité

*Contraction des activités du transport ferroviaire…*Les indicateurs des activités du transport ferroviaire ont connu une baisse au quatrième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année 2024. En effet, le nombre de voyageurs transportés a régressé de 99,3%, passant de 27 048 personnes au quatrième trimestre 2024 à 178 au quatrième trimestre 2025.

Le volume de marchandises transportées a également diminué, revenant de 70 754 tonnes au quatrième trimestre 2024 à 70 693 au quatrième trimestre 2025, soit une régression de 0,1%. Cette baisse des indicateurs est liée principalement à la dégradation continue des infrastructures ferroviaires (rails et ponts).

Tableau 43 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25 /T3-25	T4-25 /T4-24
Voyageurs transportés	27 048	314	178	-43,3	-99,3
Marchandises transportées	70 754	66 192	70 693	6,8	-0,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Janvier 2026)

b) Chiffre d'affaires

*Hausse du chiffre d'affaires du transport ferroviaire…*Au terme du quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport ferroviaire a augmenté de 15,5% en glissement annuel et de 5,8% en variation trimestrielle. Cette augmentation est liée aux autres services (166,1%) ainsi qu'aux marchandises transportées (5,2%).

Tableau 44: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variation (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25 /T3-25	T4-25 /T4-24
Voyageurs transportés	56,4	5,1	5,1	0,2	-91,0
Marchandises transportées	1 229,1	1 257,0	1 293,0	2,9	5,2
Autres services	123,8	276,8	329,4	19,0	166,1
Total	**1 409,3**	**1 538,9**	**1 627,5**	**5,8**	**15,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Janvier 2026)

3. Transport maritime

a) *Volume d'activité*

Hausse du volume des activités du transport maritime… Au quatrième trimestre 2025, les indicateurs du transport maritime ont évolué favorablement par rapport à la même période de 2024. En effet, le volume des embarquements a atteint 5 766 760 tonnes, contre 5 336 171 tonnes au quatrième trimestre 2024, enregistrant ainsi une progression de 8,1% en glissement annuel.

Par ailleurs, le flux des débarquements s'est accru de 13,3% pour s'établir à 1 788 260 tonnes au quatrième trimestre 2025, contre 1 578 759 tonnes à la même période de 2024. Cette progression serait notamment liée à la mise en œuvre des programmes d'investissement engagés au cours de la période récente.

b) Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires du transport maritime… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport maritime a enregistré une progression de 0,7 %, pour s'établir à 18 482 millions de FCFA. Cette évolution s'explique, d'une part, par la performance record du trafic de conteneurs et, d'autre part, par la réalisation d'importants investissements opérationnels.

Tableau 45: Indicateurs du transport maritime

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T4	T3	T4	T4-25 /T3-25	T4-25 /T4-24
Volume d'activité					
Embarquements (en tonnes)	5 336 171	5 027 710	5 766 760	14,7	8,1
Débarquements (en tonnes)	6 914 930	6 673 977	7 555 020	13,2	9,3
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
Embarquements	13 849	11 413	13 899	21,8	0,4
Débarquements	4 504	3 713	4 583	23,4	1,7
Total	18 353	15 126	18 482	22,2	0,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

4. Transport terrestre

Chiffre d'affaires

*Baisse du chiffre d'affaires du transport terrestre…*Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transport terrestre est ressorti à 12 414 millions de FCFA, affichant une baisse de 7,5% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2024.

Tableau 46 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T4-24	T3-25	T4-25	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
Personnes transportées	909	431	425	**-1 ,3**	**-53,3**
Marchandises transportées	1 791	2 227	2 065	**-7,3**	**15, 3**
Location de véhicules	1 125	721	1 038	**43, 8**	**-7,8**
Facturation péage	9 594	8 921	8 886	**-0,4**	**-7,4**
Total	**13 419**	**12 300**	**12 414**	**0,9**	**-7,5**

Source : *DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)*

5. Transit

Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transit… Au quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires du transit s'est contracté de 27,5 %, pour s'établir à 29 671 millions de FCFA, contre 40 922 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette évolution défavorable s'explique principalement par le recul du chiffre d'affaires à l'importation (-33,0 %). Cette baisse traduit un fléchissement des revenus issus des opérations de transit, malgré le regain observé du côté des exportations.

Tableau 47: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
- A l'exportation	2 086	3 622	3 636	**0,4**	**74,3**
- A l'importation	38 836	20 185	26 034	**29,0**	**-33,0**
Total	**40 922**	**23 807**	**29 671**	**24,6**	**-27,5**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier2026)

II.1.3.4. Télécommunications

1. Trafic des télécommunications

Hausse du trafic des télécommunications… L'analyse au quatrième trimestre 2025 des indicateurs des télécommunications montre une augmentation du trafic de 26,2% en glissement annuel. Cette progression s'observe dans l'ensemble des services, avec des évolutions différenciées selon les segments. Le trafic internet constitue le principal facteur de croissance (+43,0%), suivi du trafic de téléphonie mobile, en hausse de 12,2%. Cette situation s'explique principalement par les facteurs endogènes qui renforcent une dynamique commerciale plus équilibrée entre les segments grand public et ventes en gros, dans un contexte opérationnel stabilisé.

Tableau 48: Évolution du trafic des télécommunications

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			**12,2**
Trafic voix (10^6 mn)	1 838,3	2 076,3	12,9
Trafic SMS (10^6 unités)	1 171,4	1 208,1	3,1
Trafic internet (10^3 Go)	20 245	28 956	**43,0**
Ensemble			**26,2**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Chiffre d'affaires

Progression du chiffre d'affaires des télécommunications… Entre le quatrième trimestre 2024 et le quatrième trimestre 2025, le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications a progressé de 12,1%. Cette évolution traduit un renforcement de la dynamique commerciale du secteur sur la période considérée.

Cette croissance est principalement portée par l'augmentation des revenus du trafic internet, qui ont enregistré une hausse de 15,5%, passant de 19 031 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 25 337 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025.

Par ailleurs, les revenus issus de la téléphonie mobile ont progressé de 9,3% en glissement annuel. Dans le détail, les recettes générées par le trafic voix ont augmenté de 10,6%, traduisant une amélioration des performances de ce segment. En revanche, les revenus du trafic SMS ont reculé de 6,9%, en lien avec l'évolution des usages des consommateurs, privilégiant de plus en plus les applications de messagerie instantanée via internet.

Tableau 49 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile	30 896	28 946	9,3
Trafic voix	28 778	27 072	10,6
Trafic SMS	2 118	1 874	-6,9
Trafic internet	19 031	2 337	15,5
Ensemble	**49 927**	**54 283**	**12,1**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

3. Tarifs par minute, sms et octet

Recul des tarifs des télécommunications… Entre le quatrième trimestre 2024 et le quatrième trimestre 2025, les tarifs des services de télécommunications ont enregistré une baisse globale de 9,6%. Cette diminution concerne l'ensemble des segments du marché et traduit une dynamique de modération des prix au cours de la période sous revue. Les tarifs de la téléphonie mobile ont reculé de 2,6%, sous l'effet combiné d'une baisse de 2,1% des prix du trafic voix et d'un repli de 9,7% des tarifs des SMS.

Cette baisse s'inscrit dans un contexte de transformation des usages, marqué par le développement des

offres groupées et la concurrence accrue entre opérateurs. Par ailleurs, les tarifs de l'internet ont enregistré une diminution de 19,2% en glissement annuel.

Tableau 50 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			**-2,6**
Trafic voix	13,31	13,04	-2,1
Trafic SMS	1,72	1,55	-9,7
Trafic internet	1,08	0,88	-19,2
Ensemble			**-9,6**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3.5. Banques, microfinances et assurances

1. Activités bancaires

Bonne tenue des activités du secteur bancaire… Au quatrième trimestre 2025, le secteur bancaire a affiché une conjoncture favorable par rapport au quatrième trimestre 2024. À cet effet, les produits bancaires ont progressé de 75,5% en glissement annuel. Dans cette même dynamique, la marge d'activité bancaire et le résultat brut d'exploitation ont connu une augmentation respective de 16,3% et 26,9% en glissement annuel. Cette situation s'explique principalement par la participation de certains établissements bancaires aux marchés des titres et valeurs du trésor.

Tableau 51 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en%)	
	T4	T3	T4	T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
Produits bancaires	34 0785	996 813	598 247	**-40,0**	**75,5**
Charges bancaires	268 091	928 400	513 735	**-44,7**	**91,6**
Marge d'activité bancaire	**72 694**	**68 413**	**84 513**	**23,5**	**16,3**
Résultat brut d'exploitation	**33 561**	**29 774**	**42 601**	**43,1**	**26,9**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

2. Activités des établissements de microfinances

Évolution *mitigée des activités des microfinances…* Au quatrième trimestre 2025, l'analyse des indicateurs d'activité des établissements de microfinance révèle une évolution mitigée. En effet, les produits d'exploitation et les charges d'exploitation ont baissé respectivement de 7 % et de 65 % en glissement annuel, s'établissant à des niveaux inférieurs à ceux du quatrième trimestre 2024. Cependant, le produit net financier et le produit d'exploitation global enregistrent des hausses respectives de 2,7% et 3,1% en glissement annuel, et de 38,4% et 38,1% en variation trimestrielle.

Cette situation s'explique entres autres par la reprise d'actifs sur les provisions de crédits, le lancement des nouveaux services, les efforts continus d'optimisation et de contrôle des coûts.

Tableau 52 : Évolution des indicateurs de l'activité des microfinances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25 /T325	T4-25/ T424
Produits d'exploitation	21 475	14 505	19 919	37	-7
Charges d'exploitation	3 141	904	1 093	21	-65
Produit net financier	**18 334**	**13 600**	**18 826**	**38,4**	**2,7**
Produit d'exploitation global	**18 326**	**13 686**	**18 901**	**38,1**	**3,1**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

3. Activités des établissements d'assurances

*Évolution contrastée des indicateurs des établissements d'assurances…*Les activités des établissements d'assurances ont connu une évolution mitigée au cours du quatrième trimestre 2025. En effet, en glissement annuel, les primes acquises ont enregistré une hausse de 68,5%, soutenue principalement par la dynamique des primes encaissées de la branche non-vie.

Par ailleurs, les frais généraux ont enregistré une baisse de 70,8%, revenant de 3 689 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 1 076 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025. Les primes cédées en réassurance ont diminué de 97,3 %, revenant de 4 384 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 120 millions de FCFA à la même période de l'année en cours. De même, le résultat d'exploitation a enregistré une baisse de 22,7 % en glissement annuel, passant de 4 749 millions de FCFA au quatrième 2024 à 3 669 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025. S'agissant des sinistres à payer, ils ont enregistré une baisse de 39,7% en glissement annuel, revenant de 18 943 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024 à 11 415 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025, cette baisse résulte princi-

palement des sinistres à payer dans la branche non-vie, tandis que la branche vie affiche une légère progression annuelle. Toutefois, les commissions versées ont affiché une baisse de 33,6% en glissement annuelle.

Tableau 53 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2024	2025		Variations (en %)	
	T4	T3	T4	T4-25 / T3-25	T4-25/ T4-24
Primes acquises (opérations brutes)	**11 712**	**30 658**	**19 730**	**-35,6**	**68,5**
Primes encaissées branche vie	3 402	8 435	3 289	-61,0	-3,3
Primes encaissées branche non vie	8 310	22 223	16 441	-26,0	97,9
Sinistres à payer (opérations brutes)	**18 943**	**11 418**	**11 415**	**0,0**	**-39,7**
Sinistres à payer branche vie	956	1 060	997	-5,9	4,3
Sinistres à payer branche non vie	17 987	10 358	10 418	0,6	-42,1
Commissions versées	**2 993**	**2 096**	**1 986**	**-5,2**	**-33,6**
Commissions payées branche vie	243	447	124	-72,3	-49,0
Commissions payées branche non vie	3 446	1 301	952	-26,8	-72,4
Frais généraux	**3 689**	**1 748**	**1 076**	**-38,5**	**-70,8**
Résultat d'exploitation	4 749	11 889	3 669	-69,1	-22,7
Primes cédées en réassurances	**4 384**	**77**	**120**	**55,8**	**-97,3**

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3.6. Autres services

1. Affranchissements courriers

Hausse du chiffre d'affaires des Affranchissements Courriers… Au quatrième trimestre 2025, la sous-branche « Affranchissements courriers et Expéditions de Colis » a enregistré une hausse du chiffre d'affaires de 3,2% s'établissant à 463,0 millions de FCFA contre 448,6 millions de FCFA au quatrième trimestre 2024.

Cette évolution est portée par l'augmentation des expéditions express des colis (+12,4%) malgré la contre-performance des affranchissements des courriers (-8,0%).

La baisse du chiffre d'affaires du courrier s'explique par le recul de l'affranchissement traditionnel, au profit des courriers électroniques. En revanche, le chiffre d'affaires des expéditions express progresse, soutenu par l'essor du commerce électronique et la demande croissante de livraisons rapides et sécurisées, malgré la concurrence des transporteurs terrestres.

Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements de courriers (en millions de FCFA)

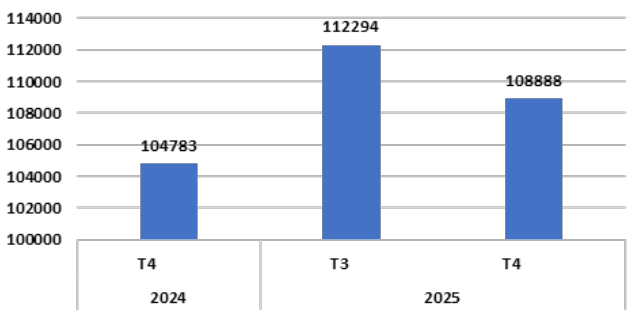


Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.1.3.7. Activités parapétrolières

Augmentation du chiffre d'affaires des activités parapétrolières… En glissement annuel, le chiffre d'affaires des services fournis par les entreprises parapétrolières aux sociétés d'extraction pétrolière a progressé de 3,9 % au quatrième trimestre 2025, pour s'établir à 108,9 milliards de FCFA, contre 104,8 milliards de FCFA à la même période en 2024. Cette évolution s'explique principalement par la bonne tenue des activités dans les industries d'extraction des hydrocarbures.

Graphique 15 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.2. Effectifs employés et masse salariale

II.2.1. Emplois

*Hausse des effectifs employés dans les entreprises du secteur formel…*À fin décembre 2025, l'effectif global des employés (permanents et temporaires) dans les entreprises enquêtées a progressé légèrement de 1,4% en glissement annuel.

La lecture par secteur d'activités a révélé que, l'accrois-

sement de l'effectif général émane de l'augmentation de 3,9% des effectifs des employés dans le secteur secondaire, impulsé par la progression des effectifs de l'ensemble des branches du secteur.

II.2.2. Salaires

*Augmentation de la masse salariale des entreprises du secteur formel…*Au quatrième trimestre 2025, la masse salariale des entreprises a légèrement progressé de 0,4% en glissement annuel. Cette progression est tirée par l'augmentation de 0,5% de la masse salariale dans le secteur secondaire, notamment dans les branches « Industries manufacturières » (+6,6%), « Bâtiments et travaux publics » (+9,6%) et « Production d'eau et d'électricité » (+1,8%).

II.3. Dynamique entrepreneuriale

La dynamique entrepreneuriale est l'ensemble des processus qui tendent à favoriser la création et le développement des entreprises.

En République du Congo, elle se matérialise à travers l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE), un organisme public chargé de simplifier les formalités administratives et d'assurer l'enregistrement officiel des entreprises.

II.3.1. Enregistrement des entreprises à l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE)

*Le nombre d'entreprises enregistrées a augmenté…*Suivant les données de l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises, les formalités sur le nombre d'entreprises enregistrées au quatrième trimestre 2025 ont progressé de 32,0% en glissement annuel, en lien avec l'accroissement des activités de services dans le secteur tertiaire (41,0%).

Les formalités d'enregistrement des entreprises opérant dans le secteur primaire ont connu une contraction (-37,5%). Ce secteur reste encore le moins attrayant au quatrième trimestre 2025. Cette situation s'explique principalement par le recul des enregistrements observés dans les branches « Agriculture » (-35,9%) et « Sylviculture » (-100%).

Le secteur secondaire a accusé une baisse de 2,8 % des formalités d'enregistrement des entreprises, passant de 177 entreprises au quatrième trimestre 2024 à 172 entreprises au quatrième trimestre 2025.

Toutefois, ce repli est compensé par le dynamisme observé d'une part, dans la branche « Bâtiment et Travaux Publics » (21,2%), stimulé par l'obtention des nouveaux chantiers publics et l'élargissement de la clientèle. Et, d'autre part, par la relance des activités extractives (26,6%), portée par la richesse du sous-sol et les fortes perspectives de rentabilité sur un marché encore sousexploité.

II.3.2. Enregistrement des entreprises à la Commission nationale des investissements (CNI)

*Hausse du nombre d'entreprises enregistrées…*La Commission Nationale des Investissements (CNI) a, entre autres missions, celle d'accompagner les investisseurs dans le processus de création, d'implantation et de démarrage effectif des activités de production des entreprises, conformément aux dispositions prévues dans la charte des investissements.

Au quatrième trimestre 2025, la CNI a enregistré 28 entreprises contre 11 à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 154,5%.

Les intentions d'investissements des entreprises se sont établies à 640,1 milliards de FCFA, un montant en hausse de 145,3% par rapport aux 261 milliards de FCFA enregistrées à la même période en 2024. Ces investissements devraient permettre la création de 5 797 emplois directs, un nombre également en progression de 153,5 % par rapport à celui du quatrième trimestre une année auparavant (2 283 emplois).

Tableau 54: Répartition du nombre d'entreprises enregistrées, des intentions d'investissements et d'emplois par secteur d'activités

Secteur d'activités	T4_24			T4_25		
	Entreprises	Investissement	Emplois	Entreprises	Investissement	Emplois
Primaire	1	34,6	314	2	46,2	406
Secondaire	6	66,8	495	15	235,0	3 369
Tertiaire	4	159,6	1 474	11	358,8	2 022
Total	**11**	**261,0**	**2 283**	**28**	**640,1**	**5 797**

Source : DGE (secrétariat permanant de la CNI, janvier 2026)

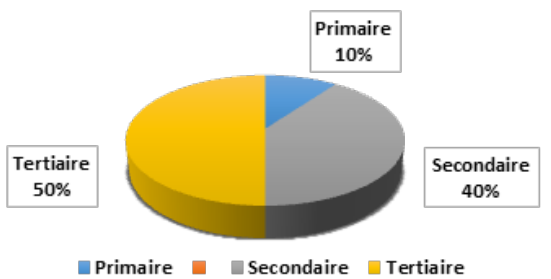
La répartition sectorielle des investissements révèle une prédominance du secteur tertiaire, qui concentre 56,1% des intentions, suivi du secteur secondaire avec 36,7%, et enfin du secteur primaire avec 7,2%. En revanche, la dynamique de l'emploi est portée principalement par le secteur secondaire, qui devrait générer

3369 emplois, représentant 58,1%, contre 2022 emplois pour le tertiaire (34,9%) et 406 emplois pour le primaire (7,0%).

En outre, parmi les entreprises enregistrées, vingt (20) ont obtenu leur agrément au titre de la charte des investissements au dernier trimestre de l'année 2025, soit 71,4 % du nombre total des entreprises enregistrées. Ces entreprises représentent un volume d'investissement de 424,8 milliards de FCFA et projettent la création de 3 596 emplois.

En termes de nombre total d'entreprises agréées, le secteur tertiaire arrive en tête avec 10 entreprises, soit 50 % de l'ensemble, suivi du secteur secondaire qui en compte 8, représentant 40 %. Le secteur primaire, quant à lui, demeure marginal avec seulement 2 entreprises, correspondant à 10 % du total.

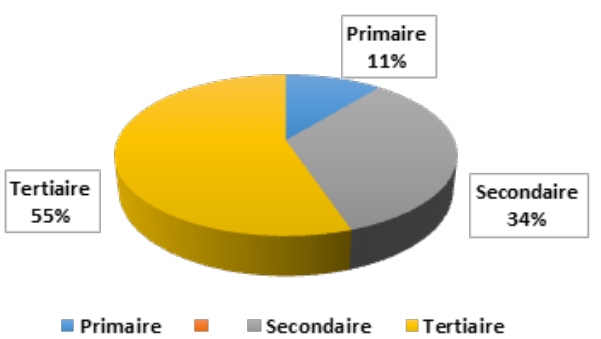
Graphique 16 : Répartition des effectifs des entreprises agréées par secteur d'activités



Source : DGE (secrétariat permanant de la CNI, janvier 2026)

En ce qui concerne les intentions d'investissements, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante en regroupant 55,2% du total. Il est suivi du secteur secondaire, qui en représente 33,9%, alors que le secteur primaire demeure en retrait avec une contribution de 10,8%.

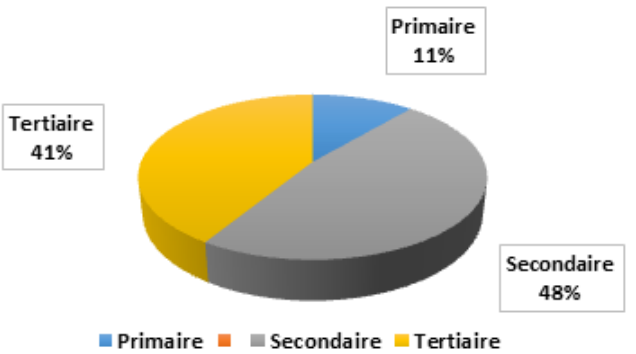
Graphique 17: Répartition des investissements des entreprises agréées par secteur d'activités



Source : DGE (secrétariat permanant de la CNI, janvier 2026)

En matière d'emplois, la répartition sectorielle contraste avec celle des investissements. Le secteur secondaire concentre la part la plus importante (47,6%), suivi du secteur tertiaire (41,2%) et du secteur primaire (11,3%). Cette configuration souligne la place prépondérante du secteur secondaire dans le marché du travail, bien que son niveau d'investissement reste inférieur à celui du secteur tertiaire.

Graphique 18 : Répartition des emplois des entreprises agréées par secteur d'activités



DGE : (secrétariat permanant de la CNI, janvier 2026)

II.4. Opinions des chefs d'entreprise

Au quatrième trimestre 2025, les résultats de l'enquête de conjoncture ont révélé que 82,0 % des chefs d'entreprise ont été confrontés aux difficultés dans l'exercice de leurs activités.

Dans le secteur primaire, La part des entreprises ayant déclaré avoir rencontré des difficultés dans l'exercice de leurs activités s'est établie à 87,1%, soit une hausse de 6,8 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Cette progression reflète une aggravation des contraintes dans le secteur.

Les contraintes majeures mentionnées concernent principalement le transport et logistique (72,2%), qui demeurent le principal facteur de blocage. Elles sont suivies par les difficultés d'approvisionnement en eau (31,5%), les problèmes de recouvrement des créances (25,9%) ainsi que les perturbations liées à l'accès à l'électricité (20,4%).

Dans le secteur secondaire, au quatrième trimestre 2025, 85,4 % des chefs d'entreprise ont déclaré avoir rencontré des difficultés, soit une progression de 14,7 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2025. Cette hausse reflète une détérioration importante des conditions d'activité dans le secteur.

Les contraintes les plus souvent citées portent sur l'accès à l'électricité (72,4 %) et les lourdeurs administratives (43,4 %), suivies des problèmes liés au transport et à la logistique (34,2 %) ainsi que des difficultés de recouvrement des créances (31,6 %).

Dans le secteur tertiaire, au cours du quatrième trimestre 2025, 79,1% des chefs d'entreprise ont déclaré avoir rencontré des difficultés, enregistrant une légère hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Cette évolution reflète une relative stabilité des contraintes pesant sur les activités de services.

Les principales difficultés signalées concernent l'accès à l'électricité (67,7%) et les lourdeurs administratives (50,3 %), tandis que les problèmes liés au recouvrement des créances (40,7%) et au transport et logistique (31,7%) demeurent également des obstacles pour le secteur.

Tableau 55 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Transport et logistique	72,2	34,2	31,7
Eau	31,5	26,3	25,1
Electricité	20,4	72,4	67,7
Lourdeur administrative	16,7	43,4	50,3
Concurrence	9,3	6,6	0,6
Recouvrement des créances	25,9	31,6	40,7
NTIC	3,7	5,3	7,8
Total	87,1	85,4	79,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

Par ailleurs, les perspectives des chefs d'entreprise pour l'année 2026 se révèlent globalement optimistes. En effet, 76,6 % d'entre eux anticipent que leur chiffre d'affaires restera stable ou augmentera au cours de l'année, soit une hausse de 3,1 points de pourcentage par rapport aux prévisions de 2025, reflétant une amélioration du climat de confiance des opérateurs économiques.

II.5. Réglementation des changes

La réglementation des changes en vigueur constitue un dispositif sous-régional d'application directe dans l'ensemble des pays de la CEMAC. Elle est encadrée par le Règlement N°02/18/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2021, qui définit le cadre régissant les opérations commerciales et financières avec l'extérieur. Sa mise en œuvre repose sur quatre principales entités institutionnelles : le ministère en charge de la monnaie et du crédit, la Banque des États de l'Afrique centrale, la Commission bancaire de l'Afrique centrale et les établissements de crédit.

Au quatrième trimestre 2025, l'enquête de conjoncture a permis d'apprécier la perception de cette réglementation par les responsables d'entreprise à travers plusieurs indicateurs, notamment : (i) l'opinion sur la réglementation des changes ; (ii) l'existence de difficultés administratives ; (iii) les retards dans le traitement des opérations ; (iv) les retards dans le règlement des fournisseurs ; et (v) le délai moyen des règlements par virement.

Concernant la réglementation des changes, les résultats montrent que 21,2% des responsables d'entreprise jugent la réglementation des changes défavorable, tandis que 18,8% en ont une perception favorable. La majorité des répondants (50,6%) adopte une position neutre, reflétant une appréciation globalement mitigée de ce dispositif.

S'agissant des difficultés administratives, au quatrième trimestre 2025, 63,9% des responsables d'entreprise ont déclaré avoir rencontré des obstacles liés à l'application de la réglementation des changes. Ces difficultés portent essentiellement sur les procédures douanières et fiscales, ainsi que sur les transferts de fonds à l'étranger pour le règlement des fournisseurs. À l'inverse, 36,1% des répondants ont indiqué n'avoir rencontré aucune contrainte particulière dans le cadre de leurs opérations extérieures.

En matière de délais de traitement des opérations, au quatrième trimestre 2025, 65,4% des responsables d'entreprise ont signalé avoir subi des retards, principalement imputables à la faiblesse des réserves de change ainsi qu'aux lenteurs dans les procédures douanières et bancaires. En revanche, 34,6 % des répondants ont indiqué ne rencontrer aucune difficulté particulière concernant les délais de traitement.

De même, concernant le retard dans le règlement des fournisseurs, au total, 70,6 % des responsables d'entreprises ont indiqué avoir enregistré des retards supérieurs à un mois pour les raisons précédemment évoquées. À l'inverse, 29,4 % des répondants ont déclaré n'avoir rencontré aucune difficulté.

S'agissant des délais de règlement des fournisseurs, au quatrième trimestre 2025, 66,1% des responsables d'entreprise ont déclaré avoir subi des retards supérieurs à un mois. Par ailleurs, 17,9% des répondants ont rencontré des retards de plus de deux semaines, tandis que 16,0% ont fait face à des délais inférieurs à deux semaines.

Enfin, en ce qui concerne le délai moyen de règlement par virement, au quatrième trimestre 2025, 58,1% des responsables d'entreprise ont signalé des retards de plus d'une semaine. Par ailleurs, 12,8% des répondants ont enregistré des retards compris entre quatre et sept jours, tandis que 29,1% ont indiqué des délais de règlement inférieurs à trois jours.

II.6. Tendances des marchés des prix

Produits du bois : dynamique haussière modérée

Les prix des produits dérivés du bois ont enregistré, au quatrième trimestre 2025, des évolutions globalement orientées à la hausse en glissement annuel. Les planches en bois de coffrage ont affiché une progression de +4,3 %, témoignant d'une relative rigidité des prix à la baisse dans ce segment. Cette stabilité haussière reflète le maintien d'une demande soutenue dans le secteur de la construction. Les lits en bois ont présenté quant à eux une dynamique plus modérée, avec une hausse de +4,0 % sur un an.

Produits de l'agriculture et de l'élevage : compression des prix alimentaires de base et renchérissement des protéines animales

Au quatrième trimestre 2025, les prix des denrées de base ont globalement reculé en glissement annuel, notamment pour la farine de blé (-20,0 %), la pomme de terre (-18,5 %) et le riz à longs grains (-13,8 %), traduisant une détente significative sur le segment des céréales et tubercules. Les produits amylacés locaux ont également enregistré des baisses, en particulier la farine de manioc (-12,4 %) et la pâte fermentée de maïs (-11,6 %), tandis que le maïs en grain a diminué de 5,5 % et que le haricot blanc est resté quasi stable (-0,9 %).

À l'inverse, les produits de l'élevage ont affiché une dynamique inflationniste soutenue, marquée par la hausse des prix du poulet industriel (+11,2 %), du poulet domestique (+9,5 %) et des œufs (+8,2 %). La viande de bœuf avec os (+5,0 %) et la viande de porc (+0,7 %) ont également progressé, alors que la viande de mouton a fortement reculé (-18,6 %), probablement en lien avec un affaiblissement de la demande.

Produits industriels : choc de renchérissement de l'huile de palme et déflation du segment céréalier transformé

Le quatrième trimestre 2025 a été dominé, dans le segment industriel, par une divergence spectaculaire entre les évolutions de prix en glissement annuel.

Les prix d'huile raffinée de palme ont enregistré la variation la plus élevée de l'ensemble du panier avec une hausse de 46,8% au niveau national. L'huile raffinée d'arachide a progressé de 1,3%.

À contrario, le prix du sucre en poudre a reculé de 3,8%, traduisant une détente progressive sur ce sous-segment.

Cependant, le ciment (42,5), le gaz domestique ainsi que le sucre préemballé et en morceau n'ont enregistré aucune variation de prix sur la période, ce qui reflète un encadrement administratif des tarifs.

Marché des services : rigidité nominale généralisée des tarifs

Au quatrième trimestre 2025, l'ensemble des services de transport et de communication comprenant le transport urbain, le transport ferroviaire de deuxième classe, le transport fluvial et les vols internationaux n'a enregistré aucune variation de prix en glissement annuel. Cette rigidité nominale généralisée résulte du maintien de tarifs réglementés, d'une pression concurrentielle insuffisante pour provoquer des ajustements, ou encore d'une stabilisation des coûts d'exploitation, notamment du carburant.

Dans un contexte où d'autres segments connaissent des évolutions de prix parfois importantes, la stabilité des tarifs de ces services soulève la question de leur soutenabilité à moyen terme, surtout si les coûts d'exploitation venaient à augmenter.

II.7. Pluviométrie

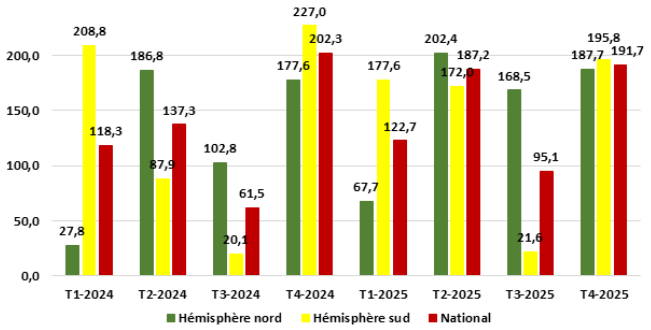
Evolution contrastée du niveau moyen mensuel des précipitations par trimestre entre les hémisphères…
L'observation du régime des précipitations indique que le passage du quatrième trimestre 2024 au quatrième trimestre 2025 s'est caractérisé par une baisse de 5,2% sur l'ensemble du territoire national.

En effet, la hauteur moyenne des précipitations s'est établie à 191,7 mm au quatrième trimestre 2025, contre 202,3 mm à la même période de l'année précédente. Cette baisse met toutefois en évidence le contraste observé entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud quant à la répartition des précipitations.

L'analyse du niveau des précipitations dans l'hémisphère nord révèle une tendance à la hausse enregistrant un apport supplémentaire de 10,1 mm d'eau passant de 177,6 mm au quatrième trimestre 2024 à 187,7 mm au quatrième trimestre de l'année suivante.

S'agissant de l'hémisphère sud, il enregistre une baisse de 13,8 % par rapport à la même période de l'année précédente, la hauteur des précipitations passant de 202,3 mm au quatrième trimestre 2024 à 191,7 mm au quatrième trimestre 2025. Cette diminution s'explique, entre autres, par les effets du réchauffement climatique, dont l'une des conséquences majeures est la raréfaction des précipitations.

Graphique 19 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)



Source : ANAC (Hémisphère nord = département de la Likouala + département de la Sangha Hémisphère sud= ensemble des autres départements (Cuvette, Cuvette-Ouest, Plateaux, Pool, Lékoumou, Bouenza, Niari, Kouilou)

II.8. Commerce extérieur

Les échanges extérieurs des biens se sont dans l'ensemble orientés à la baisse et se sont traduits par un effondrement de l'excédent du solde de la balance commerciale au quatrième trimestre 2024, comparativement à la période correspondante de l'année précédente.

II.8.1. Exportations des principaux produits

La valeur globale des exportations a enregistré une forte baisse au cours de la période sous revue (-14,7%), en lien principalement avec la forte chute de la valeur expéditions des hydrocarbures bruts (17%) des cours du pétrole sur le marché mondial et de la baisse de près de 50% de la valeur des exportations du gaz naturel liquéfié et ce malgré une augmentation de 8,9% du volume des huiles de pétrole exporté. Il importe de noter que la valeur des exportations des hydrocarbures a représenté 89,9% de la valeur globake au quatrième trimestre 2024, contre 92,6% à la période correspondante de l'année précédente.

Cependant les valeurs des autres produits exportés se sont confortées tels que :

- les produits minéraux non métalliques constitués du clinker et des ciments hydrauliques (+18,8%) ;
- les bois (+4,5%) dont l'évolution a été beaucoup plus soutenue par les exportaions des bois transformés ;
- les produits raffinés de pétrole constitués du fuel lourd et de l'essence légère (+26,3%) :
- et les autres produits divers réexportés pour la plupart (+21,4%).

Tableau 56 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variation (en %)
Poissons, crustacés mollusques	650	452	-30,5
Produits minéraux non métal.	5456	483	18,8
Clinker	2755	690	- 75,0
Ciment portland	2701	5793	114,5
Hydrocarbures bruts	1002248	831831	-17,0
Huiles brutes pétrole et GPL	959248	809831	-15,6
Gaz naturel liquéfié	43000	22000	- 48,8
Bois	40 311	42 125	4,5
Bois brut	8 370	7 663	-8,4
Bois sciés	31 214	33 554	7,5
Placages déroulés	727	907	24,8
Produits raffinés de pétrole	24560	31022	26,3
Fuel oil V630	21421	28602	33,5
Essence légère	3139	2419	- 22,9
Autres produits	9577	11627	21,4
Ensemble	**1 082 803**	**923 539**	- 14,7

Source : DGDDI

II.8.2. Importations des principaux produits

La baisse de la valeur globale des importations au quatrième trimestre 2024 a été moins prononcée que celle des exportations (-5,5%). Cette évolution a été atténuée par la hausse des importations des biens alimentaires (+13,7%) et les autres produits de consommation (16%) et les biens d'équipement ayant affiché une baisse de 34,8%.

S'agissant des produits alimentaires, la forte baisse a été constatée au niveau des céréales dont la valeur des importations a chuté de (59,9% et les plus fortes progressions on : été observées au niveau des produits relevant ;

- des produits laitiers (+66,9%) ;
- des huiles végétales et graisses (21,6%) ;
- des viandes (+24,3%) ;
- et des divers produits alimentaires (61,7%)

Au niveau des autres produits de consommation, ce sont les produits pharmaceutiques qui ont régressé (-13,8%).

Tableau 57 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T4-24	T4-25	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons	**160 515**	**182 448**	**13,7**
Produits alimentaires	158 215	179 492	13,4
Viandes	51 504	64 004	24,3
Poissons	19 623	19 510	-0,6
Laits et produits laitiers	3 970	6 625	66,9
Céréales	31 635	12 672	-59,9
Huiles végétales et graisses	16 400	19 939	21,6
Autres produits alimentaires	35 083	56 740	61,7
Boissons	2 300	2 957	28,6
Autres produits de consommation	**285 414**	**330 979**	**16**
Produits énergétiques	27 463	39 237	42,9
Produits pharmaceutiques	12 454	10 741	-13,8
Produits nda	245 497	281 001	14,5
Biens d'équipement	**314 605**	**205 040**	**-34,8**
Ensemble	760 535	718 468	**-5,5**

Source : DGDDI

II.8.3. Balance commerciale

Le solde positif de la balance commerciale affichant 205 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2025 a régressé de 36,4% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Le taux de couverture des exportations sur les importations a fléchi atteignant le niveau de 128,5, % pour la période sous revue, contre 142,4% un an auparavant.

Tableau 58 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	T4-24	T4-25	Variation (en %)
Exportations	1082803	923539	-14,7
Importations	760535	718468	-5,5
Balance commerciale	**322268**	**205071**	-36,4
Taux de couverture X/M (%)	142,4	128,5	

Source : DGDDI et estimation DGE

II.9. Situation monétaire

Au 31 décembre 2025, en glissement annuel, l'évolution des principaux agrégats monétaires et du crédit fait ressortir, une consolidation des avoirs extérieurs nets, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

II.9.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2025, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est améliorée, se traduisant par une augmentation de 11,8% des avoirs extérieurs nets. Ceux-ci sont ressortis à 450,3 milliards de FCFA, contre 402,7 milliards de FCFA à la même date une année plus tôt.

II.9.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a progressé de 5,2%, s'établissant à 3 420,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2025, contre 3 252,4 milliards de FCFA douze mois plus tôt, sous l'effet de l'augmentation de l'encours des crédits à l'économie, ce nonobstant le repli de l'encours des créances nettes sur l'Etat.

II.9.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'encours des créances nettes sur l'Etat, qui était de 1 724,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2024, s'est contracté de 4,8%, pour s'établir à 1 641,8 milliards de FCFA à la même date une année après. La Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire est ressortie à 1 564,7 milliards de FCFA à fin décembre 2025, accusant une baisse de 9,3% en glissement annuel. Ce qui traduit une dégradation de la Position du système bancaire par rapport à l'Etat.

II.9.2.2. Crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie a progressé de 16,8%, passant de 1 528,3 milliards de FCFA à fin décembre 2024, à 1 778,9 milliards de FCFA à la même date de l'année suivante.

II.9.3. Masse monétaire

Au 31 décembre 2025, la masse monétaire est ressortie à 3 308,9 milliards de FCFA, contre 3 194,7 milliards de FCFA à fin décembre 2024, soit une hausse de 3,6%, résultant des augmentations de la monnaie fiduciaire (5,8%) et de la quasi-monnaie (19,1%), ce malgré un recul de la monnaie scripturale (-3,6%).

Tableau 59 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en fin de période)

	En milliards de FCFA			*Variations (en %)*	
	2024	2025		T4-25/ T3-25	T4-25/ T4-24
	T4	T3	T4		
Avoirs extérieurs nets	**402,7**	**314,6**	**450,3**	43,1	11,8
Dont compte d'opérations	*302,9*	*122,4*	*268,9*	119,7	-11,2
Crédits intérieurs	**3 252,4**	**3 361,2**	**3 420,7**	1,8	5,2
- Créances nettes sur l'Etat	1 724,1	1 596,4	1 641,8	2,8	-4,8
Dont Position Nette du Gt	*1 724,4*	*1 589,4*	*1 564,7*	-1,6	-9,3
- Crédits à l'économie	1 528,3	1 764,8	1 778,9	0,8	16,4
Masse monétaire	**3 194,7**	**3 184,0**	**3 308,9**	2,6	2,2
- Monnaie	2 404,1	2 244,9	2 367,6	6,6	-0,4
Monnaie fiduciaire	*543,6*	*525,6*	*574,9*	9,4	5,8
Monnaie scripturale	*1 861*	*1 719,3*	*1 792,7*	1,3	-2,4
- Quasi-monnaie	790,6	939,4	941,3	0,2	19,1
Autres élément nets	**460,4**	**491,8**	**562,1**	**23,0**	**31,4**

Source : BEAC/DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.10. Titres publics

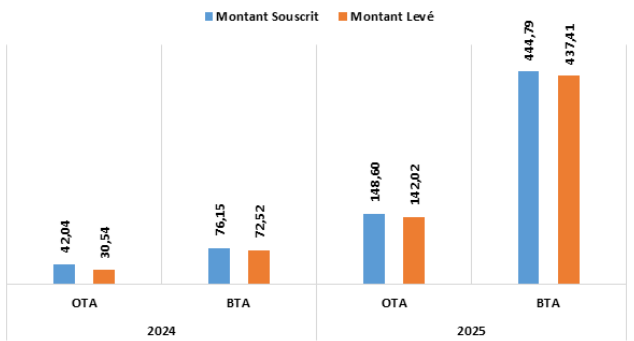
L'analyse comparative des émissions du quatrième trimestre 2024 et 2025 met en évidence une progression remarquable de l'activité sur le marché des titres publics, portée principalement par la montée en puissance des BTA.

Le changement d'échelle observé en 2025 ne relève pas toutefois d'une simple dynamique conjoncturelle. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par le Trésor pour faire face aux remboursements importants arrivés à échéance au titre du PNOT 2024. Les montants souscrits sur les OTA ont progressé de 253,6%, passant de 42,04 milliards de FCFA à 148,60 milliards de FCFA. De même, les BTA ont enregistré une hausse significative de 484,1%, passant de 76,15 milliards de FCFA à 444,79 milliards de FCFA. Cette dynamique confirme la capacité du marché à absorber des volumes plus importants dans un contexte de réorganisation du profil d'endettement.

Les montants effectivement levés suivent la même tendance. Les levées d'OTA passent de 30,54 milliards de FCFA à 142,02 milliards de FCFA (+365,2 %) et celles des BTA progressent de 72,52 milliards de FCFA à 437,41 milliards de FCFA (+503,2 %). Ces performances traduisent une amélioration notable de la mobilisation des ressources et un accompagnement du marché à la stratégie engagée.

L'analyse des taux de réalisation met en évidence une efficacité accrue en 2025. Le taux de couverture des OTA demeure relativement stable (52,3% en 2024 contre 50,9% en 2025), par contre celui des BTA s'améliore sensiblement (29,4% à 40,0%). De même, le taux de mobilisation progresse tant pour les OTA (38,0% à 48,6%) que pour les BTA (28,0% à 39,4%), traduisant une meilleure absorption des volumes annoncés.

Graphique 20 : Montants annoncés des OTA et BTA



Source DGT-DOBM-SOMD

Le profil du quatrième trimestre 2025 porté principalement par les OTA, annonce la stratégie 2026 qui est orienté vers des maturités à moyen et long terme.

II.11. Finances publiques

Au quatrième trimestre 2025, la situation des finances de l'État, comparée à la même période de l'année précédente, s'est sensiblement dégradée, se traduisant par une diminution des revenus pétroliers, conjuguée avec la baisse des dépenses de fonctionnement. Ces évolutions ont eu pour effet une atténuation du solde budgétaire primaire et un retournement négatif de la tendance du solde budgétaire global, base engagements.

1. Recettes publiques

Les recettes totales (dons exclus) ont été recouvrées à hauteur de 455,4 milliards de FCFA au cours du trimestre sous revue, contre 693,3 milliards de FCFA pour le même trimestre de l'année précédente, soit une baisse de 34,3%. Ce résultat est attribuable à la faible mobilisation des recettes pétrolière et non pétrolières.

Les recettes pétrolières ont accusé une baisse de 52,9%, passant de 402,9 milliards de FCFA au quatrième

trimestre 2024, à 189,7 milliards de FCFA au même trimestre de l'année 2025, en lien avec les contre-performances enregistrées dans le secteur pétrolier (baisse de 15,8% des exportations en valeur, de 15,3% du prix du baril de brut en dollar américain et de 8,3% du taux de change du dollar en FCFA).

Les recettes non pétrolières sont en baisse de 9,5% en glissement annuel, revenant à 294 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2025. Leur part dans les recettes totales est ressortie à 54,7% au cours de la période étudiée, contre 39% au quatrième trimestre 2024.

2. Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont été contenues à 509,2 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2025, en diminution de 12,8% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, notamment sous l'effet de la baisse des dépenses courantes (-16,6%).

II.11.1. Dépenses courantes

Au quatrième trimestre 2025, les dépenses courantes ont accusé une baisse de 16,6%, revenant à 422,9 milliards de FCFA, contre 507,1 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente.

II.11.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont ressorties à 61,6 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2025, contre 64,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2024, en quasi-stagnation (0,3%).

1. Soldes budgétaires

Au quatrième trimestre 2025, les évolutions ci-dessus analysées se sont soldées par une dégradation des soldes budgétaires (primaire et global, base engagements).

Tableau 60 : Évolution des opérations financières de l'État (provisoire)

	En millions de FCFA			*Variations (en %)*	
	2024	2025		T4-25/T3-25	T4-25/T4-24
	T4	T3	T4		
1- Recettes totales (hors. dons)	**693,3**	**582,6**	**455,4**	**-21,8**	**-34,3**
1.1- Recettes pétrolières	402,9	271,8	189,7	-30,2	-52,9
1.2- Recettes non pétrolières	275,0	294,3	249,0	-15,4	-9,5
1.3- Cotisations sociales	15,4	16,6	16,7	0,6	8,4
1.2- Dons	**14,3**	**19,8**	**16,8**	**-15,2**	**17,5**
2- Dépenses totales et prêts nets	**584,1**	**565,8**	**509,2**	**-10,0**	**-12,8**
2-1- Dépenses courantes	507,1	448,0	422,9	-5,6	-16,6
- Dont Intérêts dettes	168,1	42,8	136,7	219,4	-18,7
- Dépenses courantes (hors intérêts dettes)	*339,0*	*339,0*	*405,2*	19,5	19,5
2.2- Dépenses en capital	61,4	89,6	61,6	-31,3	0,3
- Dont financement intérieur	42,9	51,0	23,3	-54,3	-45,7
2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux	15,5	28,2	24,7	-12,4	59,4
3- Solde primaire	**291,6**	**79,1**	**99,8**	-	-
4- Solde base engag. (hors dons)	**109,2**	**16,8**	**-53,8**	-	-

Source : DGB/DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

II.12. Relations avec l'extérieur

Le 17 décembre 2025, la République du Congo a annoncé la réouverture de son obligation internationale émise en novembre 2025, pour un montant de **260 millions de dollars américains, soit environ 1,043 milliards de FCFA.** Cette opération s'inscrit dans le cadre de sa **stratégie de gestion active de la dette publique**. L'obligation, qui conserve un taux d'intérêt de **9,9% et une** échéance finale en **novembre 2032, sera** remboursable en **cinq tranches égales** entre novembre 2028 et novembre 2032.

L'objectif de l'opération est de refinancer une partie de la dette intérieure arrivant à échéance en janvier et février 2026, optimiser le profil d'amortissement de la dette publique et renforcer les conditions de liquidité sur le marché financier sous régional de la CEMAC.

L'opération bénéficie d'un regain d'intérêt des investisseurs internationaux, confirmant l'attractivité et la crédibilité du Congo sur les marchés financiers. Elle prolonge la dynamique engagée en novembre 2025 pour diversifier la base d'investisseurs et établir une présence durable sur les marchés internationaux.

Tableau A1: Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre)

Indicateurs	Fin déc.24	Fin déc.25	Variations (en %) T4-25/T4-24
Secteur primaire	**11 021**	**11 015**	**-0,1**
Pêche	**275**	**267**	**-2,9**
Effectifs permanents	155	149	**-3,9**
Effectifs temporaires	120	118	**-1,7**
Agriculture	**1 275**	**1 625**	**27,5**
Effectifs permanents	625	720	**15,2**
Effectifs temporaires	650	905	**39,2**
Élevage	**2 058**	**2 400**	**16,6**
Effectifs permanents	1 924	2 250	**16,9**
Effectifs temporaires	134	150	**11,9**
Filière bois	**7 413**	**6 723**	**-9,3**
Effectifs permanents	5 703	4 995	**-12,4**
Effectifs temporaires	1 710	1 728	**1,1**
Secteur secondaire	**15 647**	**16 255**	**3,9**
Extraction des hydrocarbures	**3 556**	**3 777**	**6,2**
Effectifs permanents	1 444	1 492	**3,3**
Effectifs temporaires	2 112	2 285	**8,2**
Autres industries manufacturières	**6 335**	**6 526**	**3,0**
Effectifs permanents	3 557	4 073	**14,5**
Effectifs temporaires	2 778	2 453	**-11,7**
Production d'eau et d'électricité	**3 710**	**3 732**	**0,6**
Effectifs permanents	3 700	3 722	**0,6**
Effectifs temporaires	10	10	**0,0**
Bâtiments et travaux publics	**2 046**	**2 220**	**8,5**
Effectifs permanents	1381	1791	**29,7**
Effectifs temporaires	665	429	**-35,5**
Secteur tertiaire	**26 556**	**26 085**	**-1,8**
Hôtellerie et restauration	**2 940**	**3 033**	**3,1**
Effectifs permanents	1 988	1 988	**0,0**
Effectifs temporaires	952	1 045	**9,8**
Commerce	**5 207**	**5 062**	**-2,8**
Effectifs permanents	3 818	3 989	**4,5**
Effectifs temporaires	1 389	1 073	**-22,8**
Transport et transit	**6 345**	**5 755**	**-9,3**
Effectifs permanents	5 181	4 829	**-6,8**
Effectifs temporaires	1 164	926	**-20,4**
Télécommunications	**2 429**	**2 366**	**-2,6**
Effectifs permanents	1 015	1 052	**3,6**
Effectifs temporaires	1 414	1 314	**-7,1**
Service financier	**4 025**	**4 454**	**10,7**
Effectifs permanents	3 560	3 807	**6,9**
Effectifs temporaires	465	647	**39,1**
Autres services marchandes	**5 610**	**5 416**	**-3,5**
Effectifs permanents	3 399	2 758	**-18,9**
Effectifs temporaires	2 211	2 258	**2,1**
Ensemble	**53 234**	**53 965**	**1,4**
Effectifs permanents	**37 450**	**37 615**	**0,4**
Effectifs temporaires	**15 784**	**16 351**	**3,6**

Source : DGE, (enquête de conjoncture, janvier 2026)

Tableau A2: Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	T4-24	T4-25	Variations (en %)
			T4-25/T4-24
Secteur primaire	**5739,6**	**5595,1**	**-2,5**
Pêche	203	199	**-2,0**
Masse salariale permanents	102	101	**-1,0**
Masse salariale temporaires	101	98	**-3,0**
Agriculture	122,1	138,3	**13,3**
Masse salariale permanents	52,1	62,3	**19,7**
Masse salariale temporaires	70,0	76,0	**8,5**
Élevage	30,5	33,1	**8,6**
Masse salariale permanents	10,5	11,3	**7,5**
Masse salariale temporaires	19,9	21,7	**9,1**
Filière bois	5384,0	5224,7	**-3,0**
Masse salariale permanents	4610,0	4405,6	**-4,4**
Masse salariale temporaires	774,0	819,1	**5,8**
Secteur secondaire	**64953,0**	**65252,5**	**0,5**
Exploitation pétrolière	**36634,0**	**35361,3**	**-3,5**
Masse salariale permanents	30348,0	27931,1	**-8,0**
Masse salariale temporaires	6286,0	7430,2	**18,2**
Autres industries manufacturières	**18075,0**	**19272,7**	**6,6**
Masse salariale permanents	14293,0	14493,2	**1,4**
Masse salariale temporaires	3782,0	4779,5	**26,4**
Production d'eau et d'électricité	**7764,0**	**7901,5**	**1,8**
Masse salariale permanents	7721,0	7859,5	**1,8**
Masse salariale temporaires	43	42	**-2,3**
Bâtiments et travaux publics	**2480,0**	**2717,1**	**9,6**
Masse salariale permanents	1574,0	1880,8	**19,5**
Masse salariale temporaires	906,0	836,2	**-7,7**
Secteur tertiaire	**68573,1**	**67853,5**	**-1,0**
Hôtellerie et restauration	**2784,0**	**3183,6**	**14,4**
Masse salariale permanents	2234,0	2306,2	**3,2**
Masse salariale temporaires	550,0	877,4	**59,5**
Commerce	**7481,0**	**8226,6**	**10,0**
Masse salariale permanents	6916,0	7755,5	**12,1**
Masse salariale temporaires	565,0	471,1	**-16,6**
Transports et transit	**18130,0**	**12873,1**	**-29,0**
Masse salariale permanents	16151,0	11234,2	**-30,4**
Masse salariale temporaires	1979,0	1639,0	**-17,2**
Télécommunications	**6646,0**	**7178,4**	**8,0**
Masse salariale permanents	5373,0	6207,4	**15,5**
Masse salariale temporaires	1273,0	971,0	**-23,7**
Services financiers	**17815,0**	**19363,7**	**8,7**
Masse salariale permanents	17280,9	17890,4	**3,5**
Masse salariale temporaires	534,1	1473,4	**175,9**
Autres services marchands	**15717,1**	**17028,0**	**8,3**
Masse salariale permanents	10171,9	13226,8	**30,0**
Masse salariale temporaires	5545,3	3801,2	**-31,5**
Ensemble	68573,1	68853,5	**0,4**
Masse salariale permanents	58126,8	58620,4	**0,8**
Masse salariale temporaires	10446,4	10233,1	**-2,0**

Source : DGE,(enquête de conjoncture, janvier 2026)

Tableau A3 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par secteur d'activités

Secteur d'activités	T4-24	T4-25	Variations (en %) T4-24/T4-25
Primaire	**40**	**25**	**-37,5**
Agriculture, Élevage et Pêche	39	25	-35,9
Sylviculture et Exploitation forestière	1		-100
Secondaire	**177**	**172**	**-2,8**
Activités extractives	15	19	26,7
Industries manufacturières	96	73	-24
Autres industries manufacturières	75	67	-15,5
Industrie alimentaire	21	6	-71,4
Bâtiments et travaux publics	66	80	21,2
Tertiaire	**993**	**1400**	**41**
Commerce, hébergement et restauration	604	866	43,4
Transport et télécommunications	81	113	39,5
Services	308	421	36,7
Total	**1210**	**1597**	**32**

Source : DGE,(enquête de conjoncture, janvier 2026)

Tableau A4 : Évolution de la réglementation des changes au quatrième trimestre 2025

Opinions sur la réglementation des changes (En %)	
Très favorable	2,4
Favorable	18,8
Neutre	50,6
Défavorable	21,2
Très favorable	7,1
Total	100,0
Difficultés administratives ou réglementaires (En %)	
Oui	63,9
Non	36,1
Total	100,0
Retards dans le traitement des opérations (En %)	
Oui	65,4
Non	34,6
Total	100,0
Retards dans le règlement des fournisseurs (En %)	
Oui	70,6
Non	29,4
Total	100,0
Retards dans le règlement des fournisseurs	
Moins d'une semaine	7,1
1-2 semaines	8,9
Plus de 2 semaines	17,9
Plus d'un mois	66,1
Total	**100,0**
Délai moyen de règlements par virement	
Moins de 24 heures	3,5
1 à 3 jours	25,6
4 à 7 jours	12,8
Plus d'une semaine	58,1
Total	**100,0**

Source : DGE,(enquête de conjoncture, janvier 2026)

Tableau A5 : Tendance des prix sur le marché

Produits	Variations (en %)	
	T4-25/ T3-25	T4-25/ T4-24
1-Planches en bois (coffrage)	**4,3**	**4,3**
Brazzaville	4	4
2-Lit en bois	**8,3**	**4,0**
Brazzaville	17	8
Pointe-Noire	0	0
3-Maïs	**-6,2**	**-5,5**
Brazzaville	7	-6
Pointe-Noire	-13	-5
4-Pâte fermentée de maïs	**0,7**	**-11,6**
Brazzaville	-4	-19
Pointe-Noire	5	-4
5-Farine de manioc (foufou)	**4,3**	**-12,4**
Brazzaville	4	-8
Pointe-Noire	5	-18
6-Pomme de terre	**-16,7**	**-18,5**
Brazzaville	-22	-19
Pointe-Noire	-13	-18
7-Riz à longs grains	**-0,5**	**-13,8**
Brazzaville	6	-31
Pointe-Noire	-4	0
8-Riz brisé	**2,1**	**-2,8**
Brazzaville	8	3
Pointe-Noire	-2	-7
9-Haricot blanc	**-9,4**	**-0,9**
Brazzaville	-9	2
Pointe-Noire	-10	-6
10-Viande de bœuf sans os (fraiche)	**-0,5**	**-0,2**
Brazzaville	-1	0
Pointe-Noire	0	0
11-Viande de bœuf avec os (fraiche)	**0,6**	**5,0**
Brazzaville	2	3
Pointe-Noire	-3	9
12-Viande de porc	**0,1**	**0,7**
Brazzaville	0	-1
Pointe-Noire	0	2
13-Viande de mouton	**-10,1**	**-18,6**
Brazzaville	-18	-26
Pointe-Noire	8	1
14-Poulet vivant (élevage industriel)	**5,0**	**11,2**
Brazzaville	16	38
Pointe-Noire	2	4
15-Poulet local vivant (élevage domestique)	**1,9**	**9,5**
Brazzaville	8	17
Pointe-Noire	-1	6
16-Œuf frais	**-2,0**	**8,2**
Brazzaville	-3	7
Pointe-Noire	0	9
17-Huile raffinée de palme	**-3,1**	**46,8**
Brazzaville	1	-2
Pointe-Noire	-3	49
18-Huile raffinée d'arachide	**3,5**	**1,3**
Brazzaville	6	4
Pointe-Noire	-1	-5

Produits	Variations (en %)	
	T4-25/ T3-25	T4-25/ T4-24
19-Sucre en poudre	**-1,6**	**-3,8**
Brazzaville	-2	-7
Pointe-Noire	-1	0
20-Sucre en morceau	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
21-Sucre en poudre préemballé	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
22-Farine de blé	**-7,2**	**-20,0**
Brazzaville	-9	-21
Pointe-Noire	67	59
23-Pain de blé en baguette (petit pain)	**-4,4**	**-14,8**
Brazzaville	-8	-19
Pointe-Noire	1	-8
25-Ciment (42.5)	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
26-Gaz	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
28-Train (BZV/PN) - 2e classe	**0,0**	**0,0**
Pointe-Noire	0	0
29-Bus urbain	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
30-Taxi de ville	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
32-Transport par voie fluviale en bateau vers Kinshasa	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
33-Vol international (classe économique) vers un pays africain Cemac (Douala)	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
34-Vol international (classe économique) vers un pays africain hors Cemac (Cotonou)	**0,0**	**0,0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
35-Vol international vers Paris (classe économique)	**0,0**	**0**
Brazzaville	0	0
Pointe-Noire	0	0
36-Vol international vers Washington (classe économique)	**0,0**	**0**
Brazzaville	0	0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

ÉQUIPE TECHNIQUE

COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication : Dr. Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA
Rédacteur en chef : Dr. Amed Stown BORGIA

EQUIPE DE REDACTION

Amour Sylvestre MAKONDZO
Adolphe MABIKI Alexis LOUKOLO
Dr. Amed Stown BORGIA
Anastasie KORILA
Andréas Linche BAHOULAS NTAKI
Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO
Benecia Astria BOMANDOUKI NGALA
Berode MOUTOLO MATONGO
Bien-Aimé DIAMONEKA
Boanerges Addissi MIZELET
Brice M'BON
Christ Durel YILA MOUTELET
Christophe MASSAMBA
Clev Fabrice AMBOULOU
Clin's White ONDZOLO
Darel Gervet TSAKALA TSIMBA
Doriane NGOLO
Dr. Constant Mathieu MAKOUEZI
Dr. Grâce DOMBA
Dr. Guy Paulin DIBAKALA
Dr. Gwladys Prince ONDONGO
Dr. Hardy ZABATANTOU
Dr. Ines Adréa DIATA
Dr. NZENGA OBA
Dr. Van NDOUNIAMA
Dr. Angele Love Prudence MOUAKASSA
Elie VOUZA
Emos Junior PEA
Ernest PEA
François NGASSAI
Godefroy Hubert KIHOULOU
Godfrey KIYOULOU
Innocent GOMA MAKOUATI
Ismaîl BILONGO
Issdine KARIMOU
Jean Luc KOUTADISSA
Jean NIAMA BOUKORO
Jessica MOUANDA
Joie Parfaite MINZELE NSI
Jores MOUSSOUNGOU
Latchidong Dagliche DIMI- PEA
Mack Deny YILA MABIALA
Mailly MFOUMOU
Marina YILA
Moïse DAMBA
Patrick NGUILA
Pitou MAMFOUMBA
Ray NGOUMBA
Sylvère Cyrille NIANGUI MISSIET
William OKOMBI
York Ismael BILONGO PINDOU

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr André-Patient BOKIBA
Pr Hervé DIATA
Dr Dieudonné DINGA DILOUNGOU
Dr Florent Jean Désiré KABIKISSA
Dr Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA
Dr Benjamin NGOMA

APPUI TECHNIQUE

Michel MATAMONA
Antoine ANDZOLO
Christoph MASSAMBA

SECRETARIAT

Bachelore Maldrine TAKI TOUNOUKA
Joshèlène Grâce LOUBAKI MOPIANE
Robert KIABIKA MAFIL

IMPRESSION: ACT'VISION (+242) 06 841 11 23 / 06 762 38 22 | MISE EN PAGE : AIMÉ SARALD NGOUABI G.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

Bld. Denis SASSOU N'GUESSO (face MUCODEC la gare)

: 1111Bzv / ☎: (+242) 22 260 03 54

✉: dgeconomie.cg@gmail.com